

RD-CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

300 FC

www.adiac-congo.com

N° 2779 - LUNDI 5 DÉCEMBRE 2016

RETOMBÉES DE LA MÉDIATION DE LA CÉNCO

L'après 19 décembre toujours incertain



Des évêques membres de la Céncoco lors de leur conférence de presse du 2 décembre

Les évêques catholiques ont déclaré le week-end craindre que le pays ne sombre dans une situation incontrôlable en l'absence d'un compromis politique avant la fin du mandat constitutionnel de l'actuel chef de l'État après le constat d'échec de la mission de bons offices qu'ils ont menée auprès des acteurs politiques. Des diver-

gences difficilement conciliables ont plombé la médiation de l'Épiscopat catholique qui, néanmoins, pense qu'un compromis politique est encore possible si les parties prenantes s'y engagent et font preuve de bonne volonté.

La majorité a déclaré prendre acte de l'échec de la médiation catholique et a ex-

horté à la poursuite de la mise en œuvre de l'accord politique issu du dialogue. Bien d'observateurs redoutent que l'échec de la médiation catholique ne remette sur la sellette le schéma de la subversion d'ici le 19 décembre.

Page 12

FINANCES ET BANQUES

Urgence d'une politique préventive de la BCC dans l'est de la RDC

Des voix s'élèvent pour mettre en garde contre la légèreté dans la gestion de l'épargne populaire dans cette partie du pays qui a connu une floraison de coopératives et de systèmes financiers informels. Actuellement, une crise majeure risque d'éclater si la Banque centrale du Congo (BCC) n'intervient pas de manière plus dissuasive pour remettre de l'ordre, a expliqué une source locale. Les hypothèques de biens immobiliers par des particuliers contre des crédits est au cœur de l'enjeu.

Ces coopératives d'épargne et de crédit ne calculent pas suffisamment le risque et entraînent des charges trop importantes pour des petites institutions financières, explique-t-on. Finalement, elles sombrent dans la faillite. D'où l'importance que la BCC s'implique pour éviter l'hécatombe et l'État devra songer à un mode de financement ou de subvention de ces institutions financières.

Page 12

LIBÉRATION DE BRUNO
TSHIBALA

Le Conadé espère voir cette mesure s'étendre à d'autres prisonniers politiques

Dans un récent communiqué, le parti Conservateurs de la nature et démocrates (Conadé) a salué la libération du secrétaire général adjoint de l'UDPS, Bruno Tshibala, tout en espérant que cette mesure sera élargie à d'autres prisonniers politiques qui croupissent dans les différentes prisons de la RDC, afin de décrier la situation politique qui caractérise le pays en ce moment.

La formation politique dit constater que son président national, Moïse Moni Della, arrêté le 19 septembre 2016 pour les mêmes faits que le secrétaire général de l'UDPS, à savoir l'organisation des manifestations des 19 et 20 septembre, demeure encore en prison jusqu'à ce jour. Le Conadé exige la libération immédiate sans condition et réaffirme sa volonté de continuer à lutter pour un avenir meilleur où régnerait indéfiniment l'harmonie entre le peuple et ses dirigeants.

Page 12

IMPASSE POLITIQUE

Une rencontre Kabila-Tshisekedi de plus en plus réclamée

Aujourd'hui, au regard des tensions déjà perceptibles à l'approche de la fin du mandat présidentiel, la tendance est plutôt à l'acceptation de ce qui, hier encore, procédait d'une simple vue de l'esprit. Les deux personnalités sont, en effet, priées de trouver un terrain d'entente pour que le pays puisse aller de l'avant. c'est l'unique solution par rapport à la crise sociale et politique du pays, laisse-t-on entendre dans plusieurs cercles politiques.

Du côté de la majorité, l'on refuse de verser dans un optimisme béat tout en partageant l'idée d'une rencontre Kabila-Tshisekedi qui, dans l'entendement de ce regroupement politique, sera plus protocolaire qu'autre chose, sans toucher au fond de l'accord politique issu du dialogue déjà en cours d'exécution.

Page 13



Étienne Tshisekedi



Joseph Kabila Kabange

ÉDITORIAL

Fonds bleu

Une fois n'étant pas coutume, comme on dit en langue populaire, nous ne saurions trop conseiller aux lecteurs de ce quotidien de lire et même de méditer l'interview que le directeur général de la Brazzaville Foundation, Sir David Richmond, nous a accordée à Paris en fin de semaine dernière. Interview dont nous publions aujourd'hui le contenu dans son intégralité. Elle confirme, en effet, que la création du Fonds bleu pour le Bassin du Congo annoncée par le président Denis Sassou N'Guesso lors de la COP 22 marquera un tournant décisif dans la longue marche de nos peuples vers l'émergence et le progrès auquel chacun d'eux aspire.

Faire du fleuve Congo et de ses nombreux affluents l'équivalent de ce que sont le Rhin ou le Danube en Europe, le Yangzi Jiang ou le Fleuve jaune en Chine, le Mississippi ou le Missouri aux Etats-Unis, la Volga ou l'Ob en Russie, c'est-à-dire le lien aquatique autour duquel se développe un système économique et social créateur de richesses multiples n'a rien d'utopique. Outre le fait qu'il peut et doit s'inscrire de façon décisive dans le combat pour la protection de l'environnement qui marque notre époque, il permettra aux peuples du Bassin du Congo, le deuxième plus grand bassin fluvial de la planète, de vivre bien, de vivre mieux s'il est mené jusqu'à son terme dans un temps raisonnable.

Certes, le processus ainsi engagé ne sera ni facile, ni rapide étant donné l'immensité de l'espace concerné par ce projet et, plus encore, le manque de stabilité dont souffre cette région du monde, mais sa concrétisation même partielle induira un bond en avant qui, à terme, fera de l'Afrique centrale l'un des modèles planétaires du développement durable. Et c'est, bien sûr, ce qui explique pourquoi le Congo, notre Congo, s'appête à jeter toutes ses forces dans cette bataille à tous égards décisive.

Disons ici de façon claire et forte que nous sommes bien décidés, avec les moyens limités qui sont les nôtres mais avec toute l'énergie qui nous a permis de faire de ce quotidien un journal de référence en Afrique, bien décidés donc à accompagner le Fonds bleu pour le Bassin du Congo dans le noble dessein qui est le sien. Et c'est pourquoi nous créons aujourd'hui la « page bleue » qui rendra compte de façon régulière de ses avancées. A vous lecteurs de nous aider à la faire vivre en apportant les informations et les réflexions que vous inspire le Fonds bleu.

Les Dépêches de Brazzaville

PARLEMENT

Le Sénat adopte le projet de loi portant création du Fonds monétaire africain

La Chambre haute du Parlement a adopté, le 2 décembre, le projet de loi autorisant la ratification du protocole portant création du Fonds monétaire africain (FMA). Objectif du Fonds : mettre en place une institution financière souveraine africaine, en vue de promouvoir la stabilité macroéconomique, la croissance économique durable qui facilitera l'intégration effective des économies africaines.

Ce projet de loi présenté par la Commission économie et finances du Sénat, défendu par le ministre des Finances, du budget et du portefeuille public,

de renforcer les capacités de conception et de mise en œuvre des politiques de gestion au sein des Etats membres ; la gestion des réserves mais aussi et sur-



Quelques membres du bureau du Sénat lors de la séance plénière photo Adiac

Calixte Nganongo, a été voté à l'unanimité par l'ensemble des sénateurs.

Le FMA sera créé pour quelques objectifs spécifiques qui sont entre autres : corriger les déséquilibres des balances de paiement des Etats-parties ; assurer la stabilité des taux de change entre les monnaies et leurs convertibilités mutuelles ; promouvoir la coopération monétaire afin de réaliser l'intégration économique africaine.

La future institution monétaire panafricaine se chargera aussi,

tout la promotion et le développement des marchés financiers africains.

« Nous avons acquis l'indépendance politique, aujourd'hui, il est nécessaire que nous recherchons l'indépendance économique, qui devra déboucher par la création d'une monnaie unique africaine », a soutenu le ministre des Finances, Calixte Nganongo.

Au cours de la même séance plénière, les sénateurs ont examiné et adopté deux autres projets de loi dont celui autorisant la rati-

fication des statuts d'Africa-50. Il s'agit d'une institution financière constituée entre la République du Congo et la Banque africaine de développement et les autres Etats-membres relatifs à la souscription d'actions et aux immunités.

Africa-50 offre des services dans deux filières. Le premier volet porte essentiellement sur le financement des projets.

Celui-ci vise entre autres objectifs, de promouvoir le développement des infrastructures en Afrique ; fournir une assistance technique et des conseils liés aux études, à la préparation et à la mise en œuvre de projets d'infrastructures en Afrique.

Dans son volet développement des infrastructures, cette structure s'occupe de l'identification et du développement des projets d'infrastructures visant à soutenir le développement économique durable en Afrique.

Firmin Oyé

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE-

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétariat des rédactions : Clotilde Ibara, Jean Kodila
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodiolo, Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koumbema, Firmin Oyé

Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) ; Quentin Loubou, Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Romonique Nerplat Makaya
Édition du samedi : Meryll Mezath (Rédactrice en chef), Duryl Emilia Gankama, Josiane Mambou Loukoula

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndongo, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Farel Mboko
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Martial Mombongo
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Directeur : Charles Zodiolo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna, Mildred Moukenga

Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto
Diffusion de Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Mauakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelélé Ngono

TRAVAUX ET PROJETS TRANSVERSES

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Directeur : Philippe Garcia
Assistante : Sylvia Adhdas

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaïne Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Chef de production : François Diatoulou Mayola
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 983 9227 / (+242) 05 629 1317

eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

DISPARITION DE FIDEL CASTRO

Clément Mouamba signe le livre de condoléances

Le Premier ministre, Clément Mouamba, a signé le 2 décembre à Brazzaville, le livre de condoléances ouvert à l'ambassade de Cuba au Congo, suite au décès de Fidel Castro.



Le Premier ministre, Clément Mouamba, signant le livre de condoléances

Après avoir accompli ce geste symbolique, le chef du gouvernement a déclaré que : « la disparition de Fidel Castro est un grand malheur pour tous les Congolais, parce que, ce grand dirigeant non seulement a libéré son peuple ; mais également, a milité pour la libération des autres peuples jadis sous le joug colonial ». Fidel Castro, a-t-il ajouté, ne s'est pas arrêté seulement qu'à cet aspect de chose ; il a soutenu, a-t-il dit, tous les pays qui se battaient pour leur émancipation et la dignité de leur peuple. « Nous venons de perdre un grand dirigeant qui aura marqué son temps », a indiqué Clément Mouamba, avant de déclarer que sa présence au siège de l'ambassade de Cuba au Congo témoigne de l'excellence

des relations séculaires d'amitié et de coopération entre Congo et Cuba, ainsi que leurs deux peuples.

« Pour témoigner de l'excellence des relations entre nos deux Etats, le président de la République, Denis Sassou N'Gusso s'est rendu à La Havane en vue de prendre part aux obsèques de Fidel Castro. Avant de s'envoler pour ce pays frère, le chef de l'Etat a adressé au gouvernement et au peuple cubains, un message puissant de condoléances », a expliqué Clément Mouamba, avant d'ajouter que le peuple congolais est autant exploré que celui de Cuba, suite au décès le 25 novembre de Fidel Castro.

Roger Ngombé

Le PCT rend hommage à Fidel Castro Ruz

Le Parti congolais du travail (PCT) a rendu le 03 décembre à Brazzaville, un hommage déférent au chef de la révolution cubaine, Fidel Castro Ruz, décédé le 25 novembre, à l'âge de quatre-vingt de dix ans.

La délégation du PCT était conduite par son secrétaire général, Pierre Ngolo, qui avait à ses côtés l'ambassadeur de Cuba au Congo, Serano Acuesta et les membres du secrétariat permanent.

Cinq allocutions ont marqué cette commémoration, notamment celle du

premier étudiant congolais à Cuba, Guy Florent Kouka, du premier secrétaire de la force montante congolaise, Juste Bernadin Gavet, de la première étudiante congolaise en médecine à Cuba, Raïssa Ongonga, de l'ancien ambassadeur du Congo à Cuba, Vital Balla, de l'ambassadeur de Cuba au Congo, Serano Acuesta et du secrétaire général du PCT, Pierre Ngolo. Dans leurs interventions, les différents orateurs ont loué la dimension planétaire de ce grand homme d'Etat, l'une des plus grandes figures ayant marqué le 20ème siècle. Né le 13 août 1926, Fidel Castro Ruz s'est converti très tôt en fervent combattant contre les injustices so-

ciales. Il a consacré sa vie à la révolution et à l'émancipation des peuples, surtout d'Afrique dans leur lutte de libération nationale, le cas de l'Angola, la Namibie et bien d'autres pays. Selon les orateurs, Fidel Castro Ruz était un homme de parole, un dirigeant modeste, humble toujours prêt à combattre les antivaleurs.

L'histoire retiendra de cet homme la solidarité avec tous les peuples qui ploient sous la domination. Plusieurs dirigeants du monde parmi lesquels le président congolais Denis Sassou N'Gusso lui ont rendu un dernier hommage le dimanche 4 décembre à Santiago de Cuba.

Jean Jacques Koumba

POOL

Le PCT dénonce les actes de barbarie du pasteur Ntoumi

Réunis le 02 décembre à Brazzaville à la faveur de la 4ème session extraordinaire consacrée à l'information sur la situation sécuritaire au Pool, les membres du Conseil fédéral du Parti congolais du travail (PCT), département de Brazzaville, ont dénoncé avec vigueur les actes de barbarie perpétrés par les Ninjas nsiloulou dans ce département.

Dans son adresse à ces derniers, le président de la fédération PCT Brazzaville, Gabriel Ondongo a dit que « ces actes que d'aucuns ont du mal à qualifier et à admettre et qui se traduisent par de nombreux assassinats des personnes sans distinction d'âge et de sexe, d'incendie de véhicules et de destructions des infrastructures et des marchandises, relèvent simplement du terrorisme et n'ont rien à voir avec la raison politique ».

Il a en outre rappelé que depuis leur dernière descente, le contexte politique n'a visiblement pas changé, « ce qui nous amène à renouveler notre appel à être vigilant à

tout instant, à la fois aux atteintes physiques des citoyens et aux propos mensongers diffusés ici et là et qui n'ont pour but que l'intoxication », a-t-il souligné.

Les membres du conseil fédéral du PCT Brazzaville, ont, à cet effet suivi la communication faite par le président du PCT pool, Jean-Pierre Manoukou Kouba qui a retracé le fil de ces événements depuis les années 1998, jusqu'à l'attaque des quartiers sud de Brazzaville le 04 avril 2016. Il a révélé que les ninjas sont actuellement organisés en cinq écuries au total, réparties selon les zones et dirigés par des « commandants ».

Les membres du PCT ont déploré le caractère répétitif de cette rébellion ainsi que les atrocités subies par les populations civiles innocentes, traumatisées, condamnées à l'errance et à une vie précaire. Ils ont rappelé que le pasteur Ntoumi est bel et bien signataire des accords de cesser le feu et de cessation des hostilités de 1998 et 1999 et qu'il a bénéficié de la magnanimité du chef de l'Etat qui l'a élevé au rang de ministre délégué chargé de la réparation des séquelles de guerre, avec toutes les prérogatives dues à cette fonction. Ils ont à cet effet stigmati-

tisé le revirement spectaculaire du pasteur Ntoumi qui, non seulement a foulé au pied lesdits accords, mais aussi a abandonné ses fonctions auprès du chef de l'Etat pour regagner la forêt aux fins de commettre des actes terroristes.

Rappelant les efforts entrepris par le chef de l'Etat dans la préservation de la paix et la normalisation de la vie politique nationale, ils ont exhorté ce dernier à rechercher et arrêter Ntoumi et ses ninjas afin qu'ils répondent de leurs actes devant la justice.

Ils ont en outre, encouragé le gouvernement à maintenir le cap, tant dans l'assistance des populations sinistrées, que dans la poursuite de la mise en œuvre de la « marche vers le développement », avant de réaffirmer leur soutien aux membres du PCT du département du Pool en particulier, et les populations en général, les demandant de croire en la République unie et indivisible.

A la clôture de la session, une motion de soutien au président de la République a été prise pour les efforts qu'il ne cesse d'entreprendre pour la sauvegarde de la paix, la stabilité et l'unité nationale.

J.J.K.

LE FAIT DU JOUR

De Paris à Banjul...

Deux événements majeurs ont dominé l'actualité politique en France et en Afrique le week-end dernier. Le premier est le désistement volontaire du président François Hollande à se représenter à l'élection de l'année prochaine pour un ultime mandat ; le second, la défaite du président sortant de Gambie, Yahya Jammeh, lors du scrutin du 1er décembre. Dans les deux cas, comme dans bien d'autres qui marqueront cette année 2016 finissante, que d'analyses erronées de la part de « spécialistes » qui occupent à satiété l'arène des médias du monde !

En France, avant même qu'il ne « capitule », ironisent certains, ou ne « fasse preuve de lucidité » jugent d'autres en commentant sa décision, François Hollande était sous pression : des résultats répétés d'instituts de sondage qui le donnaient au bas de l'échelle et donc politiquement mort, aux défections dans son propre camp ; des attentats terroristes dont son pays était confronté à l'accomplissement de sa lourde mission de chef de l'Etat, l'homme de la célèbre formule « Moi, président de la République », qui l'emporta, en 2012, contre son concurrent Nicolas Sarkozy, n'a pas eu beaucoup de faveur.

Pourtant l'un des paris que François Hollande

s'était donné pour justifier ou non sa candidature en 2017 était la baisse du chômage. La légère amélioration des chiffres sur ce front de l'emploi toujours aussi fluctuant, n'a visiblement pas résisté à la lutte pour le leadership dans sa famille politique. Jusqu'à la dernière minute, il a gardé le secret pour soi, observant sans doute en bon animal politique comment autour de lui, certains de ses plus proches compagnons, s'ils ne l'avaient pas abandonné tôt, dissimulaient à peine leur désir de le voir quitter la scène. Le voilà donc qui leur laisse le champ libre pour concourir, mais pas encore un boulevard pour le remplacer à l'Elysée tant le contexte reste incertain pour les candidats en lice.

Pour ce qui est de la tournure prise par les événements en Gambie, soulignons là également les commentaires alarmistes sur le fait que ce pays ne pouvait pas connaître une alternance apaisée. C'est bien le contraire qui est en train de se produire si ce n'est pas déjà le cas. Après, en effet, 22 ans de pouvoir, le président Yahya Jammeh a été battu à la régulière par son opposant Adama Barrow. Il a aussitôt appelé ce dernier pour lui souhaiter bonne chance. À moins de redouter un incroyable retournement de situation, la preuve est donnée que l'Afrique est parfois diabolisée par procuration.

Retenons donc que sur le continent africain, les alternances il s'en produit et s'en produira régulièrement et chacune en son temps. La meilleure façon de les pérenniser est de réussir les transitions qui leur succèdent. Ceci pour dire que le nouveau président élu de Gambie, Adama Barrow, hérite d'une situation complexe. A l'annonce de sa brillante victoire, ses compatriotes ont exulté, les uns saluant comme lui-même l'avènement d'une nouvelle Gambie, les autres appelant à « réparer les torts » du régime qui s'en va. A lui de savoir se mettre au-dessus de la mêlée, de faire en sorte que les 36% de ses compatriotes qui ont voté pour Yahya Jammeh ne soient pas une charge mais plutôt un bénéfice pour son régime qui s'installe.

Au final, malgré les guerres qui continuent de ravager plusieurs pays à travers le monde, l'année 2016 est toute en surprises ici et ailleurs. En même temps, les leaders d'opinion qui ont pris le pouvoir à travers les puissants moyens de communication de masse devraient apprendre à mettre un peu d'eau dans le vin par trop relevé. Car ils ne savent pas toujours ce que demain sera fait.

Gankama N'Siah

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

La FAO encourage la consommation des légumineuses

Dans le but de faire connaître les bienfaits des légumineuses (Haricots, lentilles, fèves, pois et soja), l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation (FAO) a organisé le 3 décembre à Brazzaville une marche de sensibilisation.

Cette action s'inscrit dans le cadre de la célébration de l'année internationale des légumineuses (AIL), décrétée par les Nations unies en septembre 2015. A cet effet, un mot d'ordre a été donné aux gouvernements du monde de célébrer cette journée sous l'égide de la FAO.

A cette marche, plusieurs personnalités du pays, le staff des Nations unies, les représentants des différents ministères, la société civile, les ONG et associations se sont associés pour soutenir et encourager la production et la consommation des légumineuses au Congo. Le tout, sous la houlette de la sénatrice, Philomène Fouti Soungou, représentant le président du Sénat.

« En ma qualité d'ancienne sage-femme, j'avoue que, c'est peut-être notre faute, notamment du personnel de santé, et particulièrement des sages-femmes et des infirmières de n'avoir pas su maîtriser au départ la valeur nutritive de ces légumineuses.

Les légumineuses sont des produits très riches en protéines, mais méconnus par nous les Congolais. Nous devons encourager la culture de ces produits », a déclaré la sénatrice.

Pendant le circuit, les marcheurs, arboraient des tee-shirts, des casquettes et une banderole sur laquelle on pouvait lire : « Produisons et consommons suffisamment des légumes pour une meilleure sécurité alimentaire et nutritionnelle de nos familles ».

C'était aussi une occasion pour la FAO de distribuer aux passants les dépliants mentionnant le rôle et l'importance des légumineuses. « La marche constitue une façon de nous exprimer. C'est un engagement, et lorsque nous nous engageons, nous nous faisons amis des légumineuses et jouer le rôle de communicateur dans nos familles et dans les quartiers. La consommation des légumineuses ne doit pas s'arrêter, elle doit être continue. 2016 a été tout simplement une année pour marquer un point de départ pour la promotion de ces produits qui sont importants, non seulement pour la santé, mais aussi pour la biodiversité », a souligné Flore Mireille Mabika, chargée de la communication à la représentation de la FAO.

Même s'ils font partie de notre



Une vue des différentes légumineuses/photo Adiac

patrimoine culinaire, haricots, pois chiches et lentilles n'ont pas toujours bonne réputation. Malgré des qualités nutritionnelles reconnues. Composés de fibres et plébiscités dans la prévention des maladies cardiovasculaires, de certains cancers, de surpoids et de l'obésité, ces légumes secs sont assimilables aux protéines s'ils sont accompagnés de céréales.

Enfin, leur teneur en fer minéral peut être renforcée en as-

sociation avec le fer héminique (viande, charcuterie, poisson) ou avec la vitamine C (crudités, jus de citron) qui catalyse son absorption. Végétariens et végétaliens y trouvent ainsi leur compte.

Aussi, après la marche, les participants ont dégusté quelques produits faits à base de soja. Au Congo, les cérémonies marquant la journée internationale des légumineuses sont placées sous le haut patronage de l'épouse du chef de l'Etat, Antoinette Sas-

sou N'Guesso, présidente de la Fondation Congo Assistance. La cérémonie officielle prévue le 5 décembre sera marquée par plusieurs activités, notamment: une présentation des enfants sur l'importance des légumineuses; un échange sur le rôle et l'importance des légumineuses dans la santé des familles; enfin, une exposition vente et dégustation de tous les produits faits à base des légumineuses.

Yvette Reine Nzaba

IN MEMORIAM

5 décembre 2015-05décembre 2016, voici 1 an jour pour jour que Binette Léa Mbia a été rappelée à Dieu. En ce jour anniversaire, Mme Makambo Suzanne et enfants prient tous ceux qui l'ont connue d'avoir une pensée en sa mémoire.

A cet effet, des messes seront dites le dimanche 4 et le lundi 5 décembre 2016 à 6 heures 15 minutes en les églises Saint Esprit de Mougali, basilique Sainte-Anne de Poto-Poto et Notre Dame des victoires de Ouenzé. Ma fille Binette Léa, tu a laissé un grand vide dans la famille.



**Ecole Supérieure de Commerce et d'Industrie du Congo (ESCIC)
Rentrée académique en janvier 2017
Cours du soir pour Salariés**

Vous êtes salariés, vous souhaitez améliorer vos compétences et avoir un diplôme européen, plus de soucis, inscrivez-vous dans l'une de nos formations :

Bachelor of Business Administration (BBA) Troisième année (Licence professionnelle et polyvalente) en français / diplôme de l'EFMD de Paris.

Master en Contrôle de Gestion (MCG) / diplôme de l'ITESCIA
Master en Qualité - Hygiène - Sécurité - Environnement (MQHSE) / diplôme de l'ITESCIA Paris

Master Management des Organisations/Entreprises (MMO) / (diplôme de l'ESLSCA Paris

Master of Business Administration (MBA) / diplôme de l'ESLSCA Paris

Master en Management des Ressources Humaines (MRH) / diplôme de l'ESLSCA

Site : Immeuble PBG au Centre-Ville, à 100 m de la Radio Pointe - Noire.

Tel : 06 6388587 ; 04 43 14827 - escicinfo2013@gmail.com ; www.escic-cg.com

PROGRAMME DES OBSEQUES DE MME JACQUELINE DELLAU

Mardi 06 décembre 2016

9h : Levée de corps à la morgue de Pointe-Noire

10h : Recueillement au domicile familial

12h : Messe en l'église Saint Pierre Apôtre

14h : Départ pour le cimetière familial de Mengo

17h : Fin de la cérémonie



NÉCROLOGIE

Marien Ibara, journaliste en service à la presse présidentielle, les familles Anganga, Ngatsé, Koumou ; Itoua ; Issongo et Nguesso informent parents amis et connaissances du décès de leur mère, tante, sœur et belle-sœur « la veuve Ibara » née Ngatsé Pascaline ; décès survenu le mercredi 30 novembre 2016 au CHU de Brazzaville des suites d'une maladie.

La veillée funèbre se tient au numéro 23 de la rue Enyellé à Ouenzé (croisement avenue Miadeka). La date des obsèques sera communiquée ultérieurement.





THE WORLD BANK - CONGO

VACANCY ANNOUNCEMENT

Title: Executive Assistant (1 position) - Local Appointment

Location: Brazzaville, Congo (Republic of)

Duration: A Two Year Term Appointment

The World Bank, a leading multi-lateral institution in global economic development, is seeking an Executive Assistant to be based in Brazzaville, Republic of Congo, to support the Country Manager.

The Executive Assistant will report directly to the Country Manager for Republic of Congo. She/he is an essential member of the team based in Republic of Congo. The incumbent is responsible for providing the full range of support to the Country Manager, assisting in the coordination with World Bank staff, country authorities and development partners. The incumbent will need to possess the highest level of professionalism, diplomacy, tact and discretion.

1. Duties and Accountabilities

The EA's duties and accountabilities include, but are not limited to, the following:

1) Support to the Country Manager:

- Manages schedule: Organizes and coordinates relevant briefing or background material for meetings. Screens and prioritizes incoming correspondence and messages, independently responding to extensive and diverse inquiries, liaising with others in the office and making independent decisions when multiple courses of actions are required. Monitors and follows up on issues related to the Country Manager's function and ensures that relevant staff members are informed. Handles sensitive and confidential information. Ensures timely submission and review of briefing materials and appropriate follow-up actions, making sure materials are presented to the Country Manager.
- Initiates and coordinates all aspects of the CM's travel schedule (i.e., SAP, ticket and hotel reservations, visa requests, etc.) including coordinating the travel and protocol needs.
- Drafts correspondence and prepares and ensures adherence to administrative guidelines and overall quality of outputs requiring the Country Manager's signature.
- Provides general research support and utilizes all relevant computer software to retrieve, maintain and manipulate data and independently respond to diverse inquiries and make decisions when multiple courses of action are possible.
- Establishes and maintains relevant files and databases for the Country Office (CO). Ensure project documents are filed according to regional standard.
- Ensures the quality and timeliness of information emanating from the Front Office (FO); independently decides and follows through on appropriate dissemination of information to staff by sharing reports, status updates and other information as necessary.
- Ensure effective operation of the CO, correspondence flow and specifically WBdocs and Records Management. Works closely with, and supports the CO Operations Officer as needed.

2) Representation and Liaison:

- Provides guidance, leadership and direction within the CO to facilitate a changing work environment and a strong communication flow among virtual teams. Coordinates with the Republic of Congo and Démocratie of Congo based Executive Assistants and Washington based staff (e.g., Country Management Unit (CPC and Program Assistant) and GPs' staff) on a regular basis, assuring smooth functioning of the CO.
 - Serves as the first point of contact and liaison with an extensive network of contacts at the most senior levels, both internally and externally. Interacts and maintains an effective network with the client to ensure effective cooperation in support of CO and Bank program needs.
 - Exercise judgment, tact and discretion in responding and/or redirecting inquiries to appropriate sources and in dealing with sensitive or highly confidential matters. Makes decisions when multiple courses of action are possible and provides follow-up on required actions and monitors compliance.
 - Independently organize high level events such as client and donor meetings and workshops and high level visits.
- 3) Leadership of the Administrative Client Support (ACS) staff:
- Assumes responsibility for the overall quality of delivery, organization and coordination of office administrative support work. Responsible for maintaining overview of the ACS work program and workload by collaborating and coordinating with task team members on staffing, scheduling and resolving work priorities. Works closely with the Human Resources

Business Partner (HRBP) based in Cote d'Ivoire to interview, select, coach and mentor CO ACS and participâtes in decisions related to staffing and performance of the ACS mapped staff.

- Act as a role model, promoting collaboration, quality work and development of team members.
- Works with the ACS and CO staff to anticipate and resolve a variety of conflict situations. Plays a significant leadership role with respect to all issues related to ACS staff in the CO, including participating in cross-regional and institutional activities.
- Ensures the smooth operation of the office support work and related Systems by assuming primary responsibility for organizing and coordinating workflow and for overall administration and supervision of the ACS team. This includes coordination and monitoring of multiple and diverse work processes and activities to ensure that management decisions and directives are properly carried forward. Play a significant role in identifying and addressing issues pertaining to ACS and their work within the country office. S/he is expected to provide guidance, leadership, and direction to facilitate a forward-thinking work environment, to be proactive in resolving challenges in a productive way, and to promote knowledge-sharing among the ACS.
 - Assess and evaluate the training needs for ACS staff in the CO, through the information and Learning Plans, and coordinates with the Learning Committee, the ACS Regional Leadership Team (RLT) Learning Committee as appropriate.
 - Provide overall guidance and feedback to ACS staff by providing primary input to their Overall Performance Evaluation (OPEs). Play a significant leadership role with respect to all issues related to ACS. As part of the ACS RLT, participate in the AFR ACS cross-regional initiatives as well as in institutional/corporate activities outside the CO.

4) Country Office Management:

- Acts as TRS and LARS coordinator in the absence of the RMA.
 - Serves as the focal point person for regional and institutional activities involving level GA to GC staff in the country office
2. Sélection criteria
- Minimum Education: Candidates with Bachelor's degree in business administration or social sciences will have an advantage.
- Minimum of four years of direct relevant experience.
 - Extensive and diverse experience, and in-depth knowledge of the full range of Bank Group processes, policies and procedures
 - Experience in dealing with senior officials both within and outside the Bank, previous experience or exposure as an Executive Assistant is an advantage.
 - Strong oral and written communication skills including ability to draft and edit a variety of correspondence and ensure quality of written outputs for clarity of message. Ability to draft correspondence on a range of topics and ensure quality of documents requiring approval and/or signature
 - Excellent interpersonal and intercultural communications skills; maturity and ability to interact responsively and tactfully with staff at all levels, with demonstrated good judgment and discretion.
 - Strong organizational skills and demonstrated ability to multitask and judge priorities under extremely tight deadlines.
 - Demonstrated ability to ensure total discretion, confidentiality and strong personal ethics.
 - Demonstrated ability to be proactive, exercise sound judgment, and use problem-solving skills in dealing with unexpected situations, often under pressure.
 - In addition to a proven track record in areas such as judgment, reliability, resourcefulness and flexibility, it is important that the candidate have a positive attitude, be a self-starter and maintain composure under stressful situations.
 - Ability to coach and mentor junior ACS staff.
 - Ability to create a positive and cohesive team environment within the Country Office and in dealing with the other units in the country department.
 - Expert use of all relevant computer software using advanced functions on Bank standard computer applications, in

particular: MS Word, Excel & PowerPoint, Outlook, SAP, Internet Explorer.

- Effective analytical, research, innovative and problem-solving skills.
- High degree of independence, motivation, initiative and reliability.
- Flexibility and willingness to adjust scope of responsibilities.
- Flexibility with working hours and willingness to work overtime.

Competencies

Tasks and Workflow Management - Has good organizational skills, and the ability to work capably in a fast-paced, deadline oriented environment, managing multiple tasks within tight deadlines.

- HR Policy Knowledge and Application - Possesses basic understanding of HR employment life cycle, HR policies, processes and practices. Able to advise clients on basic HR related topics.
- Performance Management Support - Demonstrates basic understanding of the probation, confirmation and promotion related policies and processes. Prepares the unit specific timetable of the Performance Management process. Provides support to client learning events.
- Technology and Systems knowledge - Exhibits excellent knowledge of Microsoft Office applications and proficiency of technology or /and Systems relevant to functional area. Able to coach less experienced staff on relevant technology and Systems.
- Project and task management - Able to undertake diverse and complex assignments with minimal supervision and resolve competing demands. Demonstrates good organizational skills, can plan and prioritize own work and work of internal clients (e.g. manage manager's calendar).
- Institutional policies, processes, and procedures - Demonstrates relevant functional knowledge and understanding of institutional priorities, policies, operational and administrative procedures, and people. Able to practically apply and guide others in policy application.
- Versatility and adaptability - Demonstrates initiative and motivation to proactively learn new developments in relevant policies, procedures and technology. Is able proactively identify, prevent and/or solve problems. Able to participate in change activities and initiatives.
- Team Leadership (ACS) - Able to provide support to team members, giving instructions when necessary to improve work performance and promote collaboration within team. Able to organize and/or conduct training for team members on procedures, policies and work activities.
- Client Orientation - Able to interact with clients with discretion and diplomacy. Demonstrates ability to resolve complex client related issues. Displays understanding of relevant internal and external factors and their impact to the client.
- Drive for Results - Takes personal ownership and accountability to meet deadlines and achieve agreed-upon results, and has the personal organization to do so.
- Teamwork (Collaboration) and Inclusion - Collaborates with other team members and contributes productively to the team's work and output, demonstrating respect for different points of view.
- Knowledge, Learning and Communication - Able to communicate in a constructive and professional manner. Can assist in the preparation of written materials in accordance with WB administrative guidelines and best practices. Able to contribute to unit's knowledge sharing.
- Business Judgment and Analytical Decision Making - Able to effectively and independently provide general research support. Demonstrates ability to assess situation, and make sound judgment on action needed.

3. Method of Applications

Interested candidates are requested to submit their applications online at <http://web.worldbank.org/BSITE/EXTERNAL/EXTJOBSNEW/0,,contentMDK:23122244~menuPK:8680050~pagePK:8454306~piPK:7345678~theSitePK:8453353.00.html> before close of business on December 12, 2016. Once on the site look for job number # 162656 and follow the steps to apply.

PAPER APPLICATION WILL NOT BE CONSIDERED.

VIH/SIDA

Plus de deux tonnes d'antirétroviraux disponibles au CTA

La ministre de la Santé et de la population, Jacqueline Lydia Mikolo, a mis le 3 décembre, un lot symbolique d'antirétroviraux à la disposition du Centre de traitement ambulatoire (CTA) au Centre hospitalier universitaire de Brazzaville.

Jacqueline Lydia Mikolo a indiqué, à cet effet, que les autres structures sanitaires du territoire national seront pourvues dès ce lundi. « Le lot d'antirétroviraux réceptionnés est le premier d'un stock constitué de deux lots. Nous pensons que ce stock pourra couvrir nos besoins dans une fourchette de trois à six mois. Ce lot devrait tenir jusqu'à ce que le processus de passation de marché soit finalisé. Lequel permettra de disposer d'un fournisseur qui va garantir une fourniture régulière d'une année avec une marge de sécurité de six mois. », a-t-elle fait savoir.

Elle a, par ailleurs, souligné que ce lot en cours de distribution permettra au ministère de mieux connaître la file active des personnes vivant avec le VIH qui doivent réellement bénéficier de ce traitement. Selon la ministre, la dernière enquête dans ce sens a été réalisée en 2009. Les données doivent donc être renouvelées pour pallier les ruptures récurrentes.

Le directeur du CTA, Merlin Diafouka s'est dit satisfait de cette dotation en médicaments, étant donné que le centre était déjà au bord du gouffre et les malades désemparés. « La réception de ce lot est une bonne nouvelle pour les malades. Ces médicaments seront utilisés à bon escient d'autant plus que le CTA dispose d'un logiciel de gestion », a-t-il promis.

Rappelons que lors de la célébration de la journée mondiale de lutte contre le VIH, la ministre de la Santé et de la population avait attiré l'attention des contrevenants en ces termes : « *Ceux qui oseront détourner les médicaments destinés aux malades vivant avec le VIH répondront de leurs actes devant les tribunaux* ».

Lydie Gisèle Oko

GAMBIE

Adama Barrow prend les rênes du pays

Adama Barrow, candidat de la coalition d'opposition, a été donné vainqueur de la présidentielle du 1er décembre. Propriétaire d'agence immobilière, rien ne semblait destiner celui-ci à détrôner Yahya Jammeh pour devenir le troisième président de la Gambie.



Après la proclamation des résultats, cet homme d'affaire promet « une nouvelle Gambie ». Adama Barrow, 51 ans, appartenant à l'ethnie mandingue, la plus importante du pays, a appelé ses compatriotes à retrousser les manches pour développer le pays. « *J'ai une très bonne équipe, qui est très expérimentée, très instruite, il y a donc un espoir pour la Gambie* », a-t-il assuré.

Pendant la campagne électorale, il s'est engagé à respecter le mémorandum adopté par la quasi-totalité des partis d'opposition qui l'ont désigné comme leur candidat, prévoyant la mise en place d'un gouvernement de transition pendant trois ans.

Il y a moins de six mois, bien peu de Gambiens auraient pourtant pu mettre un nom sur son visage, omniprésent dans les rues, sur les affiches ou des T-shirts tout

au long de la campagne.

Ce cadre de la principale formation de l'opposition, le Parti démocratique unifié (UDP), a été propulsé sur le devant de la scène à la suite de l'arrestation et la condamnation en juillet à trois ans de prison pour rassemblement illégal d'une partie de la direction de l'UDP, dont son chef Ousainou Darboe. Cette répression a favorisé un rare mouvement d'unité de l'opposition autour d'un candidat commun, Adama Barrow, qui a ensuite démissionné de l'UDP pour mieux représenter toute la coalition.

Souvent habillé de longues tuniques, celui qui se présente comme un fervent musulman a créé son agence immobilière

après avoir travaillé plusieurs années dans la plus importante société du secteur en Gambie.

Qui est Adama Barrow ? Après ses études secondaires, Adama Barrow s'est fait initier au commerce par le célèbre homme d'affaires, feu Alhaji Musa Njie. M. Barrow s'est ensuite envolé pour l'Angleterre début 2000 pour y effectuer des études en sciences immobilières. Il a travaillé comme garde de sécurité pour financer ses études.

Son diplôme obtenu, il rentre en 2006 dans son pays pour créer la firme immobilière «Majum Real Estate», dont il est le directeur exécutif. Sa carrière politique a démarré en 1996 avec le parti démocratique uni (UDP) comme un militant ordinaire dans sa localité de Jimara, dans la région de Basse.

C'est en 2010 qu'il sera nommé coordinateur régional de son parti. Il devient en ensuite le trésorier adjoint du comité exécutif de sa formation politique puis responsable de l'UDP le 1er septembre dernier, après avoir occupé le poste de trésorier du parti durant les trois dernières années. En 2007, il a été battu aux législatives par l'autre candidat à la présidentielle, Mamma Kandeh, devenu député pour le parti au pouvoir.

Josiane Mambou Loukoulou

TOYOTA = 100% CFAO

100% GARANTIE CONSTRUCTEUR + 100% PIÈCES D'ORIGINE



CFAO MOTORS

cfaogroup.com

Pointe-Noire : 13 Rue Côte Mariva
Brazzaville : Bld Denis Sassou Nguesso
Facebook : cfaomotorscongo.com
www.cfaomotors-congo.com

BP 1110 - Tél.: (242) 05 313 29 97 / 05 550 17 78 / 05 665 44 65
BP 247 - Tél.: (242) 05 313 29 98 / 05 504 93 33 / 05 665 14 39

DISTRIBUTEUR OFFICIEL



TOYOTA

UNION AFRICAINE

Les ministres préoccupés au sujet du commerce intra-africain

Les ministres africains en charge du commerce, réunis les 29 et 30 décembre à la Cité de l'Union africaine à Addis Abeba, en Ethiopie, ont pris de décisions importantes en vue d'une meilleure participation des Etats au commerce international. Entre autres, la question du développement du commerce intra-africain a fait l'objet d'un intérêt remarqué au cours de ces assises auxquelles participait le ministre Euloge Landry Kolelas.

Cette deuxième réunion des ministres africains du commerce était consacrée notamment à l'examen de l'état d'avancement des négociations de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). En toile de fonds, plusieurs volets de la question du développement du commerce en Afrique ont été abordés :

publiée à l'issue des travaux, les ministres du Commerce de l'UA ont souligné que « l'intégration continentale, la transformation structurelle et l'industrialisation demeurent les priorités absolues pour l'Afrique, suite à la mise en place de l'Accord de libre-échange continental, conformément

Pour remédier à cela, nous donnons la priorité aux négociations sur la Zone de libre-échange continentale. Car, l'Afrique doit intensifier le commerce intra-africain pour sortir du bourbier », a estimé Euloge Landry Kolelas. La déclaration insiste également sur les mesures d'accompagnement nécessaires pour une meilleure participation de l'Afrique au commerce mondial. Ainsi, le mécanisme de l'Accord sur la facilitation des échanges (AFE), reconnu comme outil pour la fourniture de l'aide et du soutien au renforcement des capacités a été mentionné. « Nous exhortons également les différents bailleurs de fonds (Banque mondiale, mécanisme de l'Accord sur la facilitation des échanges, et autres) à travailler ensemble afin de façonner une certaine aide financière et technique destinée spécifiquement aux pays africains pour l'amélioration de la facilitation des échanges intra-continental », peut-on lire. Egalement présent à cette Semaine africaine du commerce à Addis-Abeba, le directeur général du Guichet unique des opérations transfrontalières a relevé qu'un effet certain est attendu d'une facilitation du commerce intra-africain. « L'impact attendu, c'est aider le consommateur, en partant d'une circulation plus facile des marchandises. Il s'agit pour les Etats de mettre en place des mécanismes pour que ce trafic soit bien régulé au profit des populations africaines », a indiqué Eugène Rufin Bouya.

La Rédaction



Euloge Landry Kolelas

les mécanismes d'élimination des barrières non tarifaires ; le processus d'adoption par les Etats de l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges... De même, les ministres se sont prononcés sur l'apport des accords de partenariat économique et de l'Agoa pour les économies des Etats. Dans une déclaration

à l'Agenda 2063 : L'Afrique que nous voulons ».

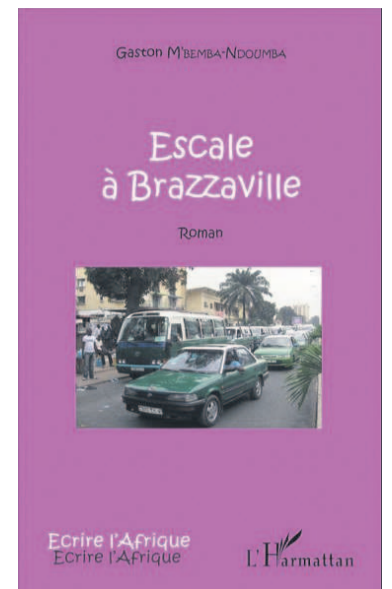
En effet, comme l'a souligné le ministre congolais du Commerce, face aux nombreux écueils et difficultés auxquelles se heurtent les négociations sur le commerce multilatéral, l'Afrique se doit de développer son potentiel endogène. «

VIENT DE PARAÎTRE

« Escale à Brazzaville » de Gaston M'Bemba-Ndoumba

L'essayiste Gaston M'Bemba-Ndoumba vient de publier « Escale à Brazzaville », paru aux Editions l'Harmattan et contient 180 pages. C'est un choc culturel ressenti par une jeune fille partie à la recherche de son père dans l'ancienne capitale de la France libre et de l'Afrique équatoriale française sur la rive droite du Fleuve Congo.

Couverture du roman « Escale à Brazzaville » de Gaston M'Bemba-Ndoumba. La photo en plein milieu de la couverture d'un minibus et d'un taxi aux couleurs vertes, annonce l'entame de l'escale d'une jeune exploratrice face aux contrastes culturels. L'auteur habitué aux recherches anthropologiques, met la jeune fille sur les traces de ce que Georges Balandier appelle les « Brazzavilles noires ». « Escale à Brazzaville », au-delà de l'histoire coloniale, mène forcément à la découverte d'une capitale littéraire qui fut qualifiée par certains de « Quartier latin ». Une occasion d'aller à la connaissance posthume de Sony Labou Tansi. Brazzaville, c'est également partir à la rencontre des Sapeurs. L'auteur aurait pu intituler ce cahier d'un retour au pays natal du père, « le feu des origines » d'Emmanuel Dongala. « Il s'agit d'un voyage initiatique qui permet à cette jeune Parisienne de se frotter à une culture étrangère dans laquelle on ne regarde pas les gens



dans les yeux, on ne se mouche pas en public et où enlever ses crottes de nez devant les autres n'a rien d'impoli », explique Gaston M'Bemba-Ndoumba.

Gaston M'Bemba-Ndoumba est l'auteur de plusieurs ouvrages consacrés, notamment, à la pratique de la dépigmentation de la peau chez les Noirs, à l'école d'expression française en Afrique, à la pratique de la sorcellerie, mais aussi à la musique congolaise, autant d'ouvrages qui l'ont conduit à réaliser de nombreuses enquêtes de terrain, en Afrique et en France. Il travaille pour la mairie de Paris en France.

Marie Alfred Ngoma



AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT (SERVICES DE CONSULTANTS)

REPUBLIQUE DU CONGO
 MINISTÈRE DU PLAN, DE LA STATISTIQUE ET DE L'INTEGRATION REGIONALE
 PROJET D'APPUI INSTITUTIONNEL POUR L'AMELIORATION DU CLIMAT DES AFFAIRES ET LA DIVERSIFICATION DE L'ECONOMIE CONGOLAISE (PACADEC)
 RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT (FIRME)
 « ETUDE SUR LA MIGRATION DU SECTEUR INFORMEL VERS L'ECONOMIE STRUCTUREE »



Secteur : Gouvernance économique et Réformes financières

Référence de l'accord de financement : 2100155019170

N° d'Identification du Projet : P-CG-KFO-001

Date de publication : 05 décembre 2016

Le Gouvernement de la République du Congo a obtenu un don du Fonds Africain de Développement (FAD), en différentes monnaies pour financer le coût du Projet d'Appui Institutionnel pour l'Amélioration du Climat des Affaires et la Diversification de l'Economie Congolaise « PACADEC ». Il est prévu qu'une partie des sommes accordées au titre de ce don sera utilisée pour effectuer les paiements prévus au titre du marché relatif au « Recrutement d'un consultant chargé d'effectuer une étude sur la migration du secteur informel vers l'économie structurée ». L'étude devra fournir une proposition élaborée d'une stratégie intégrée et d'une politique visant la maîtrise et la promotion de l'économie informelle ainsi que la migration de ses activités vers le secteur formel.

Les services prévus au titre de ce contrat, sous la supervision du Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Artisanat et du Secteur Informel, comprennent les tâches ci-après devant être réalisées par le consultant :

• Faire un diagnostic et une analyse de l'organisation et du

fonctionnement du secteur informel (recueil d'informations, analyse du dispositif réglementaire, de la typologie et des entités du secteur, des forces et faiblesses de la structuration du secteur, des contraintes de blocage et leurs causes ainsi que des opportunités de migration et leurs facteurs) ;

• Concevoir et proposer une stratégie et politique inclusive d'accompagnement (synthétisation des besoins et attentes exprimés par les différentes parties prenantes, la formulation d'une proposition de stratégie et politique d'accompagnement des acteurs)
 • Elaborer une feuille de route pour la mise en œuvre de la stratégie et politique proposées.

L'Unité de Coordination du projet invite les cabinets à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les cabinets intéressés doivent produire les informations sur leur capacité et expérience démontrant qu'ils sont qualifiés pour les dites prestations (documentation, référence des prestations similaires, expérience dans les missions comparables, etc.). Les consultants peuvent se mettre en association pour augmenter leurs chances de qualification. Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes aux « Règles et Procédures pour l'utilisation des Consultants » de la Banque Africaine de Développement, Edition de Mai 2008, révisée en Juillet 2012 » qui sont disponibles sur le site web de la Banque à l'adresse : <http://www.afdb.org>.

www.afdb.org.

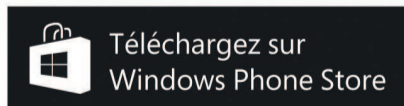
Les Cabinets intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse mentionnée ci-dessous aux heures d'ouverture de bureaux suivantes : du lundi à vendredi de 08 heures à 16 heures (heure locale). Les expressions d'intérêt doivent être déposées / envoyées par courrier ou courriel à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard, le 20 décembre 2016 à 12 heures, heure locale et porter expressément la mention : « RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT CHARGE DE REALISER L'ETUDE SUR LA MIGRATION DU SECTEUR INFORMEL VERS L'ECONOMIE STRUCTUREE » L'adresse à laquelle les manifestations d'intérêt doivent être envoyées est la suivante :
 Ministère du Plan, de la Statistique et de l'Intégration Régionale
 Projet d'Appui Institutionnel pour l'Amélioration du Climat des Affaires et la Diversification de l'Economie Congolaise (PACADEC)
 A l'attention de : Monsieur le Coordonnateur des Projets PADE-PACADEC
 Rue, Locko Isaac N°05 et 06 secteur Blanche Gomez Brazzaville-Congo
 Tél : (242) 06 668 24 31 / 05 574 18 75 ; e-mail : pade.pacade@yahoo.fr

Le Coordonnateur du Projet,
 Joseph MBOSSA

BGFIMobile

La banque dans votre Mobile

Souscrivez à BGFIMobile et gérez vos achats et opérations bancaires depuis votre mobile sans vous déplacer



Ecoute - Qualité - Client
Tél.: 81 88
Email : eqcongo@bgfi.com

www.groupebgfibank.com





Les Dépêches de Brazzaville (LDB) : Qu'est ce qui a motivé la mise en place d'un Fonds bleu pour le Bassin du Congo et son officialisation par le président du Congo lors de la COP 22 ?

Sir David Richmond (SDR) : Cette idée de Fonds bleu répond à deux impératifs. Le Bassin du Congo est l'un des écosystèmes les plus importants du monde ; il constitue le second réservoir de carbone après le Bassin d'Amazonie et joue un rôle clé dans tous les efforts de prévention du réchauffement climatique. Un rôle capital pour le monde entier qu'il faut préserver. L'autre impératif repose sur le principe que tous les pays et tous les peuples du Bassin du Congo ont le droit d'accéder à une meilleure qualité de vie. Il faut donc réconcilier ces objectifs. Nous avons lancé cette idée de Fonds bleu pour répondre à

eaux usées, l'écotourisme... Toute une série de possibilités basées sur la ressource finalement renouvelable que représente l'eau ; une ressource qui permet aussi de diversifier les sources d'énergie, notamment avec l'hydroélectricité.

LDB : Comment avez-vous accueilli la proposition du président pendant la COP 22 ?

SDR : Le soutien du président de la République du Congo était très important parce que finalement, dans les grandes rencontres internationales, ce sont les Etats et les présidents qui comptent. Pas les fondations. Les fondations ont les idées mais pour les lancer, les concrétiser, les présenter à la communauté internationale, l'appui d'un Etat est indispensable et nous sommes très reconnaissants au président Denis Sassou N'Guesso qui a décidé de soutenir notre projet et de le lancer pendant

« Les axes prioritaires du Fonds bleu consistent à supporter et promouvoir des projets le long du Fleuve Congo et de ses affluents au grand bonheur des riverains », Jean-Yves Olivier.

L'essentiel du Fonds bleu pour le Bassin du Congo

- Le Bassin du Congo représente à lui seul 220 millions d'hectares de forêts.
- Des subventions renouvelables de 100 millions d'euros (un peu plus de 65 milliards de FCFA) seront proposées chaque année avec des engagements sur le long terme œuvrant pour la protection de l'environnement et pour la réduction des effets du réchauffement climatique dans la région.
- Le projet est en gestation. Des réunions entre les dirigeants, les experts et autres bailleurs de fonds suivront pour sa mise en œuvre et la définition des mécanismes de son fonctionnement.
- Les ministres des Affaires étrangères et de l'Environnement des pays concernés se retrouveront au début de l'année 2017 pour parapher un protocole d'accord en vue de concrétiser l'initiative.

Des experts ont souhaité que le Tchad soit associé à l'initiative. Ce qui aiderait à trouver des solutions à l'assèchement de son lac qui a perdu 80% de sa superficie au cours des quarante dernières années.

ces deux impératifs en partant du principe qu'il faut passer d'une économie de ressources forestières à une économie collaborative qui s'appuie davantage sur les ressources issues de la gestion des eaux du fleuve Congo et de ses affluents, ce qui ouvre toute une gamme de possibilités pour le développement durable. Par exemple, le transport et la navigation sur le fleuve et ses affluents, la pêche et la pisciculture, l'irrigation, très importante malgré le fait qu'il y ait beaucoup de pluies dans cette région du monde pour développer l'agriculture dans les savanes, la gestion des

la Cop 22. Il a réussi à lancer l'appel à la communauté internationale à soutenir le Fonds bleu et à apporter leurs contributions. Avec son ministre des Affaires étrangères, Jean Claude Gakosso, ils ont rassemblé les soutiens de tous les pays du Bassin du Congo et maintenant 11 pays appuient cette initiative : le Congo bien sûr, l'Angola, le Burundi, le Cameroun, le Gabon, la Guinée Equatoriale, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, la République unie de Tanzanie, le Rwanda et la Zambie.

SIR DAVID RICHMOND

« Les peuples du Bassin du Congo ont le droit d'accéder à une meilleure qualité de vie »

Le 15 novembre, le président Denis Sassou N'Guesso lançait à Marrakech le Fonds bleu pour le Bassin du Congo, une proposition de la République du Congo en collaboration avec la fondation Brazzaville pour la Paix et la préservation de l'environnement. Dans une interview accordée aux Dépêches de Brazzaville, Sir David Richmond, le directeur général de la Fondation, explique le sens de cette initiative.

LDB : Le projet est ambitieux. Quel sera le cadre de redistribution des rôles ?

SDR : Tous ces pays sont les bénéficiaires potentiels de ce Fonds bleu mais il y a beaucoup de travail à faire pour définir comment nous allons administrer le Fonds, quelle en sera la gouvernance, etc. Pas mal de questions qu'il faut discuter en détail avant d'en concrétiser les réponses. Ce travail de mise en œuvre commence maintenant. Une réunion interministérielle des pays concernés se tiendra au mois de mars 2017 pour arriver à un accord sur les questions que je viens d'évoquer. Elle se fera probablement à Brazzaville à l'invitation du président Denis Sassou N'Guesso.

Une fois définie une position commune, collective des pays du Bassin du Congo, une discussion sera engagée avec les bailleurs de fonds, le Fonds vert, la Banque mondiale, etc. Maintenant, il est temps d'avancer, de donner

exemple et effectivement, il faut travailler avec les organisations régionales existantes. Elles peuvent jouer un rôle important dans cette initiative mais, d'une certaine manière, il revient aux pays du Bassin du Congo de définir eux-mêmes le rôle exact des organisations existantes. Avec plusieurs possibilités. Par exemple, une organisation doit diriger le Fonds bleu. Qui le fera ? Une organisation existante ? Faudra-t-il en créer une nouvelle ? Aucune décision n'a encore été prise sur ce point. La fondation va animer cette discussion, qui se fera entre les pays eux-mêmes, car il leur appartient de prendre les décisions. Un plan d'investissement est aussi à bâtir.

Le Fonds Bleu va financer les projets dans les secteurs évoqués mais il faut une recherche, une analyse, un plan qui identifie les secteurs prioritaires et dans ces secteurs, les projets prioritaires. Parallèlement, des études seront menées pour montrer que ces secteurs et ces projets vont contribuer à diminuer la production de carbone. C'est important pour les bailleurs de fonds. La question reste ouverte : qui va faire cette étude ? Là encore une discussion est nécessaire. Peut-être une organisation régionale, peut-être la Banque mondiale. Je ne sais pas. Nous allons en parler mais il y a pas mal de possibilités pour impliquer les organisations régionales si les pays sont d'accord.

LDB : La Fondation de Brazzaville a joué un rôle important dans ce projet. Quel est son rôle ?

SDR : La fondation existe depuis moins de deux ans. Elle s'est appelée la Fondation de Brazzaville parce qu'elle trouve ses origines dans l'Accord de Brazzaville de 1988 qui a conduit à la fin des conflits en Afrique australe et finalement préparé la fin de l'Apartheid en Afrique du sud. C'est un accord très important et l'année de son 25e anniversaire, le président Sassou N'Guesso a souhaité que soit trouvé un moyen pour maintenir l'esprit de l'Accord de Brazzaville. C'est dans cette idée que la Fondation de Braz-

zaville a trouvé ses origines. Maintenant la Fondation mène deux actions distinctes mais qui sont liées. D'abord, des missions de diplomatie informelle pour créer le dialogue dans les conflits entre les partis opposants, et trouver les moyens de prévenir les conflits, ou les résoudre. C'est une question de dialogue, de contacts et de rapprochements. Un champ d'actions est mené dans ce sens.

Parallèlement, la fondation soutient la création de projets économiques par des initiatives régionales pour promouvoir la coopération économique entre les pays dans l'intérêt de la prospérité et la paix. C'est dans ce cadre que s'inscrit l'idée de cette initiative du Fonds bleu qui rassemble 11 pays du continent. Le Fonds bleu est une manière d'encourager les projets entre ces pays.

L.D.B : La fondation rassemble des personnalités très diverses et est domiciliée à Londres. Pour quelles raisons ?

SDR : Le fondateur principal, Jean Yves Olivier, qui connaît depuis de longues années le président Denis Sassou N'Guesso, ne voulait pas que la Fondation soit perçue comme une extension de la politique africaine de la France. Il voulait une indépendance et ne souhaitait pas que cette organisation se limite à la francophonie, mais à toute l'Afrique. Le champ d'action de la Fondation est mondial et concerne tout le continent africain, pas seulement francophone. En outre, l'administration des organisations caritatives à Londres est bien réglée et donne confiance à nos donateurs potentiels.

La Fondation est appuyée par un Conseil consultatif composé d'individus émérites qui se sont notamment distingués par leurs expériences dans les médiations et la diplomatie informelle et par le Prince Michael de Kent qui, en tant que Patron, nous accompagne avec sa longue expérience dans les domaines de la protection des espèces animales et de la préservation de la nature.

Propos recueillis par Bénédicte de Capèle et Marie-Alfred Ngoma



THE WORLD BANK CONGO VACANCY ANNOUNCEMENT

Title: Team / Program Assistant (1 position) - Local Appointment
Location: Brazzaville, Congo (Republic of)
Duration: A Three Year Term Appointment

The World Bank, a leading multi-lateral institution in global economic development, is looking for a highly organized, energized and experienced person capable of operating effectively in a very demanding fast-paced environment to serve as a Team Assistant. The Team Assistant will be under direct supervision of the Country Manager who is responsible for her/his technical and professional development and performance evaluation. (S)He will provide Administrative and client support to the Operational Staff. The job implies frequent interaction with other institutional units, staff in other locations (locally and internationally), Government officials, consultants and external organizations.

Please note: Internal candidates holding a GC grade will maintain their current grade; for all other candidates, grade will depend on candidate skills and depth of experience.

Note: If the selected candidate is a current Bank Group staff member with a Regular or Open-Ended appointment, s/he will retain his/her Regular or Open-Ended appointment. All others will be offered a 3 year term appointment.

1. Duties and Accountabilities

The overall purpose of the assignment is to provide administrative, logistical and operational support to the World Bank Congo Country Office.

The main functions include but are not limited to: Operational and administrative support

- Provide support for preparation and implementation of World Bank projects and activities according to Bank procedures.
- Use desktop processing skills to produce complex texts, reports, presentations, charts, figures, graphs, etc., according to Bank format and distribution.
- Collect and input data provided by Task Team Leaders into the central database, including processing new project status reports.
- Keep abreast of the Organization's directives and ensure effective processing of all project documents.
- Draft routine correspondence (standard letters, memos, faxes, etc.) conforming to the Organization's regional standards, using proper grammar, punctuation and style and proofread materials;
- Draft minutes of meetings and provide assistance in editing large documents.
- Maintain up-to-date divisional project files (both paper and electronic) and retrieve data from various sources and compile these

for use by the Country Management Unit (CMU).

- Incorporate agreed comments into documents, making full use of shared drives and software capabilities.
 - Information Management and Client interaction
 - Answer internal and external queries on the assigned portfolio or, as necessary, take accurate and comprehensive telephone messages, and route them to appropriate persons to handle.
 - Maintain current distribution lists, phone/address lists of project/product contacts, and distribute documents for the team.
 - Co-ordinate with service units, and liaise frequently with team members both in Washington and in the Country Office;
 - Track and report on appropriate aspects of the Team's operational activities Time management & Logistic planning
 - Arrange working schedule and meeting with counterparts for the visiting teams;
 - Co-ordinate time management and schedules, taking current and future priorities into account, anticipate and monitor changes, and communicate the information;
 - Track assigned tasks/project steps/ timetables using modern office management technologies, coordinate with relevant staff, provide assistance and/or information on project-related matters;
 - Solve non-routine problems creatively and resourcefully and assist in preparation and logistical planning for various events, e.g. conferences, workshops, negotiations, board presentation and signing, etc.
 - Other duties
 - Serve as a back-up to other staff and Task Team Assistants on project and administrative tasks.
 - Occasionally perform Analytical tasks as may be requested by the Team Leader
 - Perform other tasks as requested by the Supervisor
2. Qualifications and Skills In selecting candidates, the following qualifications and skills will be considered: Minimum Bachelor Degree and at least 2 years of relevant experience.
- Ability to pass relevant Bank Group tests in place at time of recruitment (e.g. English language, computer applications, etc.).
 - Previous experience with a multilateral/bilateral organization is an advantage.
- Competencies:**
- Technology and Systems knowledge - Demonstrate advanced knowledge and experience working with Microsoft office applications (Excel, PowerPoint, Word, etc.). Has ability and willingness to maintain

up-to-date knowledge and skills in technology.

- Project and task management - Exhibit good organizational, problem-solving, analytical skills and ability to work competently with minimal supervision. Demonstrate attention to detail and quality. Has ability to manage multiple tasks and complete tasks within agreed schedule.
 - Institutional policies, processes, and procedures - Demonstrate knowledge of own department's programs and products, know key players, understand own role. Display understanding of WB policies and procedures relevant to the area of assigned responsibilities and is able to apply/implement them.
 - Versatility and adaptability - Demonstrate flexibility and is receptive to the implementation of new solutions. Is willing to stretch own capability. Demonstrate motivation to avail and adapt oneself to effecting change.
 - Client Orientation (ACS) - Exhibit good communication skills, positive and professional client service attitude; is able to understand clients' needs and complete them professionally.
 - Learning, knowledge sharing and communication (ACS) - Good French and English language skills (verbal and written) Able to write clearly, edit and proofread draft communications. Able to learn and share knowledge/information across the unit.
 - Business judgment and analytical decision making (ACS) - Able to manage information and support retention and disposition of information and records. Can search, report, and deliver basic information from various sources and independently respond to basic inquiries.
 - Drive for Results - Able to take personal ownership and accountability to meet deadlines and achieve agreed-upon results and has the personal organization to do so.
 - Teamwork (Collaboration) and Inclusion - Collaborate with other team members and contributes productively to the team's work and output, demonstrating respect for different points of view.
- 3. Method of Applications**
- Interested candidates are requested to submit their applications online at <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/EXTOBSNEW/0..contentMDK:23122244~menPK:8680050~pagePK:8454306~piPK:7345678~theSitePK:8453353.00.htm> before close of business on December 8, 2016. Once on the site look for job number # 162647 and follow the steps to apply.
- PAPER APPLICATION WILL NOT BE CONSIDERED.**



I.D.E.C.A. Afrique

L'Institut de Développement des Compétences en Afrique
Membre du Groupe International de Transfert de Technologie (**GITT Afrique**)
C'est plus de 25 ans de savoir-faire en ingénierie de la Formation
ainsi que le Conseil et l'Assistance en Organisation à travers l'Afrique

NOTRE EQUIPE JUSTIFIE D'EXPERTISES ET D'EXPERIENCES AVEREES DANS LES DOMAINES SUIVANTS

- MANAGEMENT ET ORGANISATION DE SEMINAIRES - ATELIERS INTERNATIONAUX ET NATIONAUX.
- PARTICIPATION A DES CONSULTATIONS (MANIFESTATIONS D'INTERETS, DEMANDE DE PROPOSITIONS, ETC.).
- GESTION DE RESEAU D'EXPERTS ET CONSULTANTS-FORMATEURS DE NIVEAU INTERNATIONAL.

IDECA Afrique REALISE

- DES FORMATIONS SOUS FORME DE SEMINAIRES INTERNATIONAUX A DAKAR, PARIS, CASABLANCA OU EN TOUT AUTRE PAYS A DEFINIR.
- (TELECHARGER NOTRE PROGRAMME DE FORMATION POUR L'ANNEE 2017 SUR NOTRE SITE www.ideca-afrique.com)**
- DES SEMINAIRES NATIONAUX DANS VOTRE PAYS POUR PERMETTRE LA PARTICIPATION D'UN PLUS GRAND NOMBRE DE PARTICIPANTS.
 - DES MISSIONS D'ASSISTANCE DANS DIFFERENTS SECTEURS DU DEVELOPPEMENT.

NOS DOMAINES DE FORMATIONS ET D'ASSISTANCE

- PASSATION DES MARCHES PUBLICS / CONTROLE ET AUDIT DES MARCHES PUBLICS ;
- CONTROLE INTERNE ET AUDIT DES PROJETS ET PROGRAMMES ;
- SYSTEMES ORGANISATIONNELS DANS LES ADMINISTRATIONS ET PROJETS PUBLICS ;
- GESTION DE PROJETS ET GESTION AXEE SUR LES RESULTATS DE DEVELOPPEMENT DURABLE ;
- MISE EN PLACE DE SYSTEMES INTEGRES DE PLANIFICATION ET DE SUIVI & EVALUATION ;
- MISE EN PLACE DE SYSTEMES DE GESTION COMPTABLE ET FINANCIERE INFORMATISEE ;
- FINANCES PUBLIQUES ET CHAINE DE LA DEPENSE ;
- SYSTEMES DE « GESTION INFORMATISEE DE BASE DE DONNEES » ;
- SECRETARIAT ET ASSISTANAT / CLASSEMENT ET ARCHIVAGE DOCUMENTAIRE AUTOMATISES ;
- PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE ;
- SYSTEME D'INFORMATION ET TIC, ETC.



**Mathieu Fréjus
HOUNYOVI**
Directeur Général



Adresse : Sicap Sacré-Cœur 1 N°8456 – BP : 15219 CP 12522 Dakar-Fann – Sénégal
Tél : +221 33 864 68 51 / Cel : +221 77 523 69 99 - Email : ideca@orange.sn / <https://www.ideca-afrique.com>

TOURISME

Les cadres du département du Kouilou invités à développer le secteur

Kouilou, est le quatrième département du Congo qui a reçu la ministre du Tourisme et des loisirs, Arlette Soudan-Nonault. Pendant 48 heures, elle a édifié les autorités et responsables administratifs de ce département ainsi que les membres de la société civile à la politique du développement du secteur du tourisme, de l'hôtellerie et des loisirs.

Bénéficiant actuellement de la stratégie nationale du tourisme, Arlette Soudan-Nonault a présenté la politique de son ministère à ses interlocuteurs du département du Kouilou comme elle l'a fait quelques jours plutôt dans le département de Pointe-Noire voisin.

Avant toute chose, le sous-préfet de Loango, Boniface Tchitembo, a dressé la carte postale de Loango au ministre du Tourisme et des loisirs. L'histoire de Loango, a-t-il déclaré, se traduit d'abord par la route de la Caravane, qui a vu défilé des milliers d'esclaves noirs embarqués à l'ancien port de la baie de Loango à destination sans retour de l'Europe et de l'Amérique. Loango c'est aussi l'embouchure, ce lieu mystérieux où l'on observe la rencontre de l'océan

avec le fleuve Kouilou. Loango, c'est la réserve naturelle de Tchimpounga avec ses différentes espèces de singes et de chimpanzés qui captivent ses hôtes. Loango, c'est les gorges de Diosso avec son cadre pittoresque et les ravins naturels du sommet à la base qui retiennent le souffle et forcent l'admiration de ses visiteurs. Loango, c'est le musée Ma Loango avec ses différents objets d'art véritable chef d'œuvre de la civilisation bantoue des 15^e et 19^e siècles. Loango c'est enfin le majestueux palais royal érigé au milieu d'une verte plaine, palais royal inauguré en septembre dernier.

« Comme vous pouvez le constater, tous ses sites pensent constituer une véritable industrie touristique qui une fois réorganisés, revalorisés et réhabilités entrainera sans nul doute le département du tourisme à atteindre l'objectif de la diversification de l'économie congolaise prônée par le chef de l'Etat dans son programme de société « La Marche vers le développement », a-t-il déclaré.

A son tour, Arlette Soudan-Nonault a précisé qu'au cours des

cinq années à venir, le gouvernement, à travers le ministère du Tourisme et des loisirs, envisage de mettre en place et de dérouler, de façon soutenue et durable des politiques ambitieuses dans les deux secteurs qui sont sous son autorité. Dès lors, la gestion axée sur les résultats oblige aux agents de ce département ministériel à travailler. De même qu'elle a rappelé à ces derniers que le tourisme et les loisirs ne peuvent se développer et être performants qu'avec l'appui et l'accompagnement de nombreux autres secteurs.

Aussi, pour poser les bases du développement du tourisme et des loisirs, son ministère a décidé de mettre en place, le plus rapidement possible : un guichet unique des systèmes du tourisme, de l'hôtellerie et des loisirs, avec à la clé la création d'une direction des systèmes d'information et de communication ; un mécanisme d'accompagnement technique et financier des initiatives privées de petite taille, particulièrement, dans les domaines du tourisme et des loisirs ; un pôle communication et marketing dédié au tourisme et au loisir, ponctué par

l'installation de vitrines et de structures d'accueil aux portes d'entrée du pays. Cette activité a connu un début d'exécution avec l'installation de deux BIT à l'aéroport international de Maya-Maya et la création de deux sites web, l'un pour le ministère et l'autre pour l'office national du tourisme.

La ministre du Tourisme et des loisirs, a précisé également que les choix et orientations stratégiques, retenues par le schéma directeur de développement durable du tourisme, s'articulent autour de trois axes et, ont pour objectifs de : désenclaver les départements particulièrement la zone nord ; poursuivre le développement de produits et activités d'écotourisme qui soient conformes au standard international ; encourager le développement du tourisme domestique et stimuler la croissance des arrivées touristiques internationales à Brazzaville, Pointe-Noire, Ollombo et Ouessou ; réhabiliter les attractions et les activités existantes ; positionner Brazzaville, Pointe-Noire, Ollombo et Ouessou comme portes d'entrée internationales pour la destination Congo ; améliorer le

rôle de destination culturelle et de tourisme d'affaires en République du Congo en s'appuyant sur la zone de Brazzaville ; soutenir les pratiques de développement durable, en particulier celles concernant le littoral.

Parlant des loisirs, Arlette Soudan-Nonault a dit que la politique de ce secteur sera orientée, essentiellement, vers : la création des industries de loisirs, pourvoyeuses d'emplois décents et durables, la formalisation de la pratique des activités de loisirs et l'animation efficace des centres et parcs de loisirs existants ou à créer ; la généralisation de l'accès du plus grand nombre aux loisirs sains, à moindre coût et sécurisés ; la création de structures de formation qualifiante dans les métiers des loisirs.

Notons que dans le département du Kouilou, madame Arlette Soudan-Nonault, a visité également la communauté urbaine de Madingo-Kayes ou sera implanté un jute rural dans le cadre des bureaux d'information touristique et l'embouchure entre la mer et le fleuve Kouilou.

Bruno Okokana



BRAZZA Express
Actualité-Economie-Politique
Sur votre chaîne Africaine
Tous les Jedis à partir de 9h30

Canal 304
DU BOUQUET CANAL +

VISION 4

Reportage
Documentaire
Breaking-News
Votre Actualité



24H/24

NOS EMISSIONS
Club d'Elites-Passerelle-Tour D'horizon-Arrêt Majeur-Débat Chrétien
Au Coeur des Mystères-Play-Décryptage-90Min Chez Vous-Planète Sport
Dimanche des Lions-Café des Sports-Meeting Point-La Matinale...






Disponible sur les bouquets

REPUBLICQUE DU CONGO-BRAZZAVILLE
CONTACTS: +242 22 613 40 55 - 05 631 38 49

Situé à l'immeuble EBATHA Rond-point La Coupole (Centre Ville)



TELEFUNKEN

Le Géant Allemand des téléviseurs débarque au Congo chez Burotop Iris !



LED 32" HD:
159 000 Fcfa

LED 40" FULL HD SMART:
299 000 Fcfa

LED 55" FULL HD SMART:
599 000 Fcfa

LED 48" FULL HD SMART:
399 000 Fcfa

LED 65" FULL HD SMART:
999 000 Fcfa

4 Avenue FOCH - centre ville - Brazzaville Tél: 05 577 78 88 - 06 669 60 60 Avenue Moe Katt Matou - après Rond Point Kassai - Pointe-Noire Tél: 04 453 53 53 - 05 605 60 5



CELEC
COMPTOIR D'ÉLECTRICITÉ DU CONGO

La Qualité à petit prix



7.000 FCFA



10.900 FCFA



2.900 FCFA



400 FCFA



6.900 FCFA



4.400 FCFA

6 Avenue Foch, près de la Mandarine centre ville Brazzaville République du Congo
Tél : 06 908 19 98 - 05 772 47 47 www.celecsa.com

LIBÉRATION DE BRUNO TSHIBALA

Le Conadé espère voir cette mesure s'étendre à d'autres prisonniers politiques

La formation politique dit constater avec stupéfaction que son président national Moïse Moni Della, arrêté le 19 septembre 2016 pour les mêmes faits que le secrétaire général de l'UDPS, l'organisation de la marche pacifique du Rassemblement du même jour, demeure encore en prison jusqu'à ce jour.

Dans un communiqué du 1er décembre, le parti Conservateurs de la nature et démocrates (Conadé) a salué la libération du secrétaire général adjoint de l'UDPS, Bruno Tshibala, le compagnon de lutte de son président, l'opposant Moïse Moni Della, au cours de la genèse et de l'histoire du parti cher à Étienne TSHISEKEDI. Mais le Conadé espère que cette mesure sera élargie à d'autres prisonniers politiques qui crouissent dans les différentes prisons de la RDC, afin de décrier la situation politique qui caractérise le pays en ce moment.

Ce parti politique dit, par ailleurs, constater avec stupéfaction que son président national, Moïse Moni Della Idi, arrêté le 19 septembre 2016, pour les mêmes faits que le secrétaire général de l'UDPS, l'organisation de la marche pacifique du Rassemblement du même jour, demeure encore en prison jusqu'à ce jour. Le Conadé regrette également que les requêtes de ses avocats pour une libération provisoire rencontrent une fin de non recevoir de la part des juges qui, au moment de la décision, recevraient des injonctions du pouvoir pour la surséance, en foulant au pied le principe selon lequel la détention serait une exception et la liberté la règle. Le Conadé rappelle aux



Le président du Conadé, Moïse Moni Della

bourreaux de Moïse Moni Della, comme il aime lui-même le dire, que la prison et l'exil ne sont pas, pour un homme politique, des mouroirs mais plutôt des antichambres du pouvoir. Car, note cette formation politique, la plupart des grands hommes à l'instar de Nelson Mandela, Alpha Condé, Patrice-Emery Lumumba, etc, ont subi le même sort avant d'accéder au pouvoir.

La prison forme et transforme

Citant son président, Moïse Moni Della, le signataire de ce communiqué, le secrétaire national chargé de l'organisation, de l'administration, permanent du parti et près le président, Joseph Kakonge, a noté que le leader du Conadé a, à partir de sa cellule de prison, remercié le chef de l'État, Joseph Kabila, pour avoir « commandité son arrestation illégale

et sa détention brutale avec traitement inhumains et dégradants ». Pour Moïse Moni Della, cette incarcération lui a permis de se rendre davantage compte de la nature de son pouvoir. « La prison forme et transforme. Elle est une forme de représentation miroir de la société et un lieu certes conçu non seulement pour sévir, punir et souffrir mais aussi un lieu où on peut réfléchir sur l'avenir », a-t-il relevé.

Ce parti qui dit condamner l'arrestation arbitraire de son leader dont il exige la libération immédiate sans condition, a réaffirmé sa volonté de continuer à lutter pour un avenir meilleur où régnerait indéfiniment l'harmonie entre le peuple et ses dirigeants, en vue de l'instauration réelle d'un État de droit, pilier d'une démocratie en RDC où il fera beau vivre.

Lucien Dianzenza

FINANCES ET BANQUES

Urgence d'une politique préventive de la BCC dans l'est de la RDC

Des voix s'élèvent pour mettre en garde contre la légèreté dans la gestion de l'épargne populaire dans cette partie du pays qui a connu, il faut le rappeler, une floraison de coopératives et de systèmes financiers informels. Actuellement, une crise majeure risque d'éclater si la Banque centrale du Congo (BCC) n'intervient pas de manière plus dissuasive pour remettre de l'ordre, a expliqué une source locale.

Le mouvement coopératif a démarré depuis la colonisation mais les coopératives d'épargne et de crédit (Coopéc) ont commencé à émerger entre 1970 et 1990. Elles se sont implantées à des endroits reculés et dépourvus de banques. En 1987, le secteur de la micro-finance détenait ainsi 7 % de l'épargne du secteur financier congolais. Après les pillages et l'hyperinflation, les Coopéc ont perdu du terrain, avec le départ de près de 80 % de leurs membres. Puis il y a eu l'arrivée des ONG pratiquant un volet micro-crédit. Sur instruction de l'autorité monétaire, celles-ci ont créé des institutions de micro-finance finalement agréées. En 2013, l'on comptait en RDC 126 coopératives d'épargne et de crédit, et 23 institutions de micro-finance. Au-delà, la micro-finance comprend également d'autres activités plus informelles comme les tontines et les groupes d'entraide. Cependant, les Coopéc forment à ce jour la majorité numérique (plus de 80 %) des prestataires de services financiers. Elles concentrent leurs activités à Kinshasa, Goma, Bukavu et Matadi. Au fil des années, la micro-finance a connu une véritable explosion, atteignant même le millionième client en 2013 alors que l'on dénombrait à peine 100 000 clients en 2007. Et l'on

compte également une forte participation des femmes, soit près de 40 %. Ce secteur continue à tirer sa croissance de l'intérêt sans cesse croissant porté aux MPME (micro, petites et moyennes entreprises) par le secteur financier et bancaire. Et pour cause, il s'agit d'une cible faiblement bancarisée. Comme approche, plusieurs partenaires au développement ont renforcé davantage les capacités de quelques institutions de micro-finance et banques commerciales afin de les pousser à proposer des prêts adaptés aux MPME. L'idée est d'améliorer leur accès au crédit pour des financements à moyen et long termes. Toutefois, le poids du crédit disponible reste insuffisant pour améliorer l'économie nationale.

Mais un drame se joue dans l'est du pays. Un problème serait né des hypothèques de biens immobiliers par des particuliers contre des crédits. Ces Coopéc ne calculent pas suffisamment le risque, a expliqué la source. En plus, elles entraînent des charges trop importantes pour des petites institutions financières. Finalement, c'est la faillite. D'où l'importance que la BCC s'implique, a insisté notre source, pour éviter l'hécatombe. En tant que secteur stratégique, l'État doit songer à un mode de financement ou de subvention de ces institutions financières.

Du côté de la BCC, une mesure dissuasive a été arrêtée récemment : la mise sous tutelle des Mutuelles d'épargne et de crédit du Congo. Dès sa mise sous tutelle, la BCC a demandé des poursuites à l'encontre de son équipe dirigeante pour malversations. Un pas dans la bonne direction mais il ne suffit pas à rassurer les épargnants.

Laurent Essolomwa

RETOMBÉES DE LA MÉDIATION DE LA CÉNCO

L'après 19 décembre toujours incertain

Les évêques catholiques ont déclaré craindre que le pays ne sombre dans une situation incontrôlable en l'absence d'un compromis politique avant la fin du mandat constitutionnel de l'actuel chef de l'État.

La mission de bons offices menée par les évêques catholiques membres de la Conférence épiscopale nationale du Congo (Cénco), auprès des acteurs politiques en RDC en vue d'un compromis politique de large inclusivité susceptible de sortir le pays de son impasse actuelle, a accouché d'une souris. C'est le moins qu'on puisse dire au regard des résultats peu flatteurs auxquels sont parvenus les prélats catholiques qui n'ont pas été en mesure de concilier les points de vue diamétralement opposés développés

par l'opposition et la Majorité quant à la gestion de l'après 19 décembre.

Faisant vendredi 2 décembre la restitution de sa médiation, la Cénco par la voix de son secrétaire général intérimaire, l'abbé Donatien Nshole a confirmé les divergences d'approche par rapport aux enjeux politiques de l'heure entre ces deux blocs politiques. Du respect de la Constitution au calendrier électoral en passant par le financement des élections, le fonctionnement des institutions pendant la transition et les mesures de décriation politique, Majorité et Opposition n'ont pas la même lecture. Alors que les uns continuent à faire une fixation sur la date du 19 décembre censée consacrer la fin du mandat constitutionnel de Joseph Kabila qu'ils exhortent à rendre le tablier, les autres par

contre s'en tiennent à l'accord politique issu du dialogue qui entérine le report de la présidentielle et le maintien du chef de l'État au-delà du délai constitutionnel. Des divergences qui ont plombé la médiation de la Cénco qui, loin de sombrer dans une espèce de pessimisme, pense qu'il y a encore une chance à saisir. En effet, d'après les évêques catholiques, « un compromis politique est encore possible si les parties prenantes s'y engagent et font preuve de bonne volonté ». Les évêques catholiques ont, sur la même lancée, exprimé leur volonté de poursuivre leur mission pour un processus électoral apaisé tout en appelant à la responsabilité et à la bonne volonté politique des uns et des autres pour éviter à notre pays de sombrer dans une situation incontrôlable. Pour eux, « l'heure est grave »

et il appartient aux uns et aux autres de faire preuve de dépassement pour donner une chance à la République en éloignant, par le biais d'un nouveau compromis politique consensuel, le spectre de la déstabilisation qui plane sur les institutions. Et pour éviter le pire qui pointe à l'horizon, la Cénco en appelle à des négociations directes entre acteurs politiques. La position des évêques catholiques a été interprétée en ses divers dans les deux camps concernés. La majorité qui a déclaré avoir pris acte de l'échec de la médiation de l'Église catholique a exhorté à la poursuite de la mise en œuvre de l'accord politique issu du dialogue. « Nous prenons acte de l'échec de la mission de la Cénco du fait des contradictions flagrantes au sein des forces politiques et sociales non signataires de l'accord politique et certaines

de leurs exigences attentatoires à l'esprit et à la lettre de la Constitution de la République », a souligné Geneviève Inagosi, rapporteuse adjointe de la délégation de la majorité présidentielle au dialogue. Alors que l'opposition signataire de l'accord salue les efforts de la Cénco tout en appelant à « la poursuite de la mise en place rapide et effective de l'accord politique par toutes les institutions », celle non signataire incarnée par le Rassemblement est toujours loin de renoncer à l'option d'un chamboulement d'ici le 19 décembre sur fond de menace des manifestations populaires pour contraindre Joseph Kabila à quitter le pouvoir. L'échec de la médiation de la Cénco semble remettre sur la sellette ce schéma suicidaire, ont pensé des observateurs.

Alain Diasso

VIE DES PARTIS

Compte à Rebours voit le jour

Ce nouveau mouvement citoyen dans l'espace public de la RDC dit tirer ses origines dans les profondeurs des besoins sociétaux qui sont caractérisés par une certaine permanence.

Un nouveau mouvement citoyen vient de naître dans l'espace public congolais. Compte à Rebours, coordonné par Me Chris Shematsi, s'est donné comme mission de contribuer à la résolution de l'équation « démocratie-développement » dans laquelle sont renfermées les exigences vitales des populations en RDC afin d'obtenir non seulement le bien-être des populations congolaises mais aussi leur mieux-être.

L'entendement de l'équation « démocratie-développement »

Le mouvement Compte à Rebours s'est, en effet, dit profondément et fermement convaincu que « le véritable développement intégral passe inéluctablement et irréversiblement par un cadre démocratique ». Pour s'en convaincre, a soutenu ce mouvement dans un communiqué

du 1er décembre signé par son coordonnateur, il suffit juste de faire la photographie des pays développés dans le monde où l'on constate avec une facilité déconcertante que quasiment tous sont à la base des pays démocratiques. « L'axiome dégagé par le Compte à Rebours a donc une assise rationnelle et factuelle », a insisté ce mouvement.

Après cette description, Compte à Rebours pense qu'il était devenu facile de saisir sa méthodologie. À l'en croire, le combat pour la démocratie n'est donc pas une finalité pour ce mouvement citoyen mais un canal républicain pour permettre aux populations congolaises d'accéder au développement intégral.

Pour le Compte à Rebours, son combat pour la démocratie se décline par une bataille citoyenne, non-violente et républicaine pour l'émergence des valeurs démocratiques en RDC où chaque action menée obéit à une perspective axiologique, c'est-à-dire le mouvement agit pour la protection et l'émergence des valeurs démocratiques. « À ce titre, le Compte

à Rebours participe activement à la campagne bye-bye Kabila avec d'autres mouvements citoyens tels que Filimbi et Lucha afin de donner une chance à l'éclosion de l'alternance pacifique au sommet de l'État. Une première dans l'histoire de la RDC », a expliqué Me Chris Shematsi.

Ce combat s'active également sur une bataille civique pour la construction positive et efficiente de l'homme/femme congolais. Ici, l'action du Compte à Rebours s'inscrit aussi dans une logique anthropocentrique, en ce sens que le mouvement placerait l'homme au cœur de toutes ses préoccupations. Dans ce cadre précis, a noté le coordonnateur de Compte à Rebours, il sera mené des actions rationnelles et cohérentes de civisme à l'effet de transformer l'homme/femme congolais en citoyen(ne) modèle. Car dans la conception du Compte à Rebours, a-t-il précisé, la démocratie ne se mesure pas seulement par rapport aux règles et aux valeurs y afférentes mais elle se mesure aussi et surtout à l'aune du nombre d'hommes



Le logo du mouvement Compte à Rebours

et de femmes ayant intériorisé ces règles et ces valeurs. « D'où le sens des actions civiques que le Compte à Rebours va mener dans le but de produire une génération de citoyens conscients qui portera le pays vers des destinées glorieuses », a souligné Me Chris Shematsi.

Voir au-delà du 19 décembre 2016

Pour le coordonnateur du mouvement Compte à rebours, il était indiqué de préciser que la vocation de ce mouvement citoyen n'est pas fugace et ne se limite pas à la date du 19 décembre. La

vocation du Compte à Rebours, a-t-il insisté, est inhérente à celle de la RDC, car son action d'aujourd'hui et de demain traversera les générations et les époques. Pour se faire plus connaître et faire connaître sa vision pour le Congo, le mouvement Compte à Rebours a promis de publier dans les tout prochains jours la synthèse de sa vision de développement pour la RDC, étant donné que la citoyenneté c'est aussi l'intérêt porté à la gestion du pays dans tous ses aspects.

Lucien Dianzenza

MASINA

Félix Kabange Numbi appelle la population à la vigilance

Dans l'après-midi du 2 décembre, le ministre de la Santé publique et le vice-ministre de la justice se sont donné rendez-vous avec les habitants de Masina à Petro Congo dans la salle Thalassa pour parler de la paix et des décisions du dialogue national.



Le Dr Felix Kabange Numbi prônant la paix

« La paix n'a pas de prix. Les jeunes vous devez être des artisans de paix et vous êtes appelés à dénoncer tout mouvement visant à perturber l'ordre public. Tout autre message de nature à faire croire à la population qu'il pouvait avoir élections cette année et qu'il y a une date fatidique qui s'appelle le 19 décembre, c'est un faux message. Il n'y aura pas d'élections avant 2018 ». C'est le message du ministre de la Santé publique, le Dr Félix Kabange Numbi, à la population de Masina au cours de la campagne de sensibilisation à la paix et aux résolutions du dialogue national qu'il mène avec le vice-ministre de la Justice, Christophe Mboso. Le vice-ministre de la Justice a parlé également de la paix. Se référant aux Écritures saintes, il a souligné que la pax doit régner dans les familles, dans le pays. « Le pays et la ville

de Kinshasa ont grandement besoin de préserver la paix pour sauver les investissements et les acquis de la République. Nous avons besoin de la paix pour sauvegarder la cohésion nationale. Nous avons besoin de la paix pour que le Congo compte demain parmi les pays émergents du monde, nous avons besoin de la paix pour sauver la démocratie, organiser des élections transparentes, crédibles dans un climat apaisé », a déclaré Christophe Mboso. Et un appel à la vigilance a été fait par le ministre de la Santé publique à la population de Masina. « La population doit être vigilante pour protéger aussi bien les biens communs que leurs habitations. Les jeunes doivent être vigilants. Ils ne doivent pas être utilisés par nous les politiciens pour aller détruire, brûler ou troubler l'ordre public », a-t-il dit.

Aline Nzuzi

CRISE POLITIQUE

Une rencontre Kabila-Tshisekedi de plus en plus souhaitée

D'aucuns estiment que la solution devrait venir de ces deux personnages.

On en reparle encore dans la ville haute. La perspective d'une rencontre entre Étienne Tshisekedi et Joseph Kabila que certains ont souhaité, au lendemain de la présidentielle controversée de 2011, refait surface. Dans les milieux concernés, l'on évoque cette éventualité comme l'une des pistes-clés de sortie de crise. Plusieurs organisations non gouvernementales et autres associations avaient déjà, bien avant la tenue du dialogue, émis le vœu de voir ces deux personnalités se rencontrer pour baliser la voie à un compromis politique vital pour le pays. L'Organisation congolaise des droits de l'homme (OCDH) avait même pris l'initiative à son compte en prenant des contacts utiles qui, finalement, s'étaient révélés sans résultats. Les résistances étaient encore si fortes que l'association a dû se raviser.

Aujourd'hui, au regard des tensions déjà perceptibles à l'approche de la fin du mandat présidentiel, la tendance est plutôt à l'acceptation de ce qui, hier encore, procédait d'une simple vue de l'esprit. À en croire Joseph Olenghankoy, la situation actuelle profiterait à une frange d'opportunistes qui se recruteraient dans l'entourage de deux personnalités en se faisant passer pour des

hommes providentiels pouvant faciliter un éventuel rapprochement moyennant quelques avantages. Pour ce cadre du Rassemblement cité par radio locale, il serait important que Joseph Kabila et Étienne Tshisekedi se rencontrent pour annihiler cette basse besogne et baliser la voie à un processus électoral apaisé. « Lorsque deux grands hommes se rencontrent, il y a toujours une solution qui se dégage de leurs échanges », a-t-il martelé. Et un autre cadre de cette plate-forme de renchérir : « Les deux personnalités doivent trouver un terrain d'entente pour que le pays puisse aller de l'avant. Je crois que c'est l'unique solution par rapport à la crise sociale et politique du pays. Tshisekedi n'est pas extrémiste. Il ne voit que le bien de la Constitution, le bien du peuple congolais ». La crise politique actuelle gravitant essentiellement autour de ces deux personnages, il estime que la solution devrait venir d'eux. « L'UDPS et le Rassemblement sont d'avis que seul un dialogue inclusif mettant face à face Kabila et ses alliés du camp Tshatshi d'une part, Tshisekedi et le Rassemblement avec leurs alliés, d'autre part, permettra de trouver une solution consensuelle pour la gestion de la période de transition. Cette voie médiane sera trouvée entre l'Accord du 18

octobre et la feuille de route du Rassemblement », susurre-t-on dans les rangs du parti d'Étienne Tshisekedi.

Du côté de la majorité, l'on refuse de verser dans un optimisme béat tout en partageant l'idée d'une rencontre Kabila-Tshisekedi qui, dans l'entendement de ce regroupement politique, sera plus protocolaire qu'autre chose, sans toucher au fond de l'accord politique issu du dialogue déjà en voie d'exécution. Une façon pour la plate-forme présidentielle de fermer définitivement la porte à un probable compromis avec l'opposition non signataire de l'accord politique pilotée par Étienne Tshisekedi. En demandant au président Joseph Kabila d'appliquer cet accord issu du Dialogue, la majorité présidentielle coupe ainsi court à toute perspective d'un nouveau compromis politique. Ce qui réduit la marge de manœuvre du Rassemblement à qui l'on n'offre plus qu'une seule possibilité, celle d'adhérer à l'accord du 18 octobre moyennant quelques amendements, sans toucher au contenu. Une situation qui fait dire à certains observateurs qu'une rencontre Kabila-Tshisekedi, s'il devrait avoir lieu, ne changera rien à la donne politique actuelle telle que fixée par l'accord politique issu du dialogue.

Alain Diasso

INTERVIEW

Fayelle Ouane : « Novartis Acces est né de la volonté de toucher les patients que nous n'arrivions pas à toucher par le passé »

Fayelle Ouane est la Responsable Afrique de l'Ouest et du centre de « Novartis Social Business » qui regroupe, d'une part, « Novartis Malaria Initiative » (programme d'accès aux médicaments dédiés au paludisme) et « Novartis Acces », nouveau programme mis en place par la multinationale pharmaceutique qui vise à rendre 15 médicaments plus facilement disponibles et plus accessibles pour traiter les maladies non transmissibles dans les pays à revenu faible et intermédiaire où l'accès aux soins de santé est souvent limité. En Afrique, Novartis Acces sera lancé en 2017, avant tout, dans huit pays : Sénégal, Burkina Faso, Togo, Bénin, Côte d'Ivoire, Ghana, Nigéria, Cameroun et République démocratique du Congo.

Les Dépêches de Brazzaville : En quoi consiste votre travail au sein de Novartis ?

Fayelle Ouane : Mon rôle est de lancer le programme Novartis Acces en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, d'établir les partenariats avec les ministères de la Santé, les accords de distribution avec les agences et les organisations avec lesquelles nous allons travailler et établir également des partenariats dans le domaine du renforcement des capacités.

LDB : Où en est le processus de lancement actuellement ?

FO : On a eu une année chargée de réunions et de beaucoup de discussions. Nous avons approché

un certain nombre de gouvernements à travers la sous-région. Les échanges sont plus ou moins avancés sur des versions initiales des protocoles d'accord et nous attendons les retours des différents ministères de la Santé afin de finaliser un accord qui puisse servir de guide dans l'exécution du programme dans les différents pays. Nous avons aussi commencé à approcher des partenaires en termes de renforcement des capacités notamment dans le domaine de l'éducation, afin de faire comprendre à la population l'importance des maladies non transmissibles, du diagnostic et du suivi sur le long terme et aussi le renforcement des capacités avec les professionnels de la santé.

LDB : Quelles sont les maladies qui sont ciblées et quels sont les médicaments qui seront distribués ?

FO : Nous avons ciblé les principales causes de mortalité. Il y a donc quatre grandes catégories : le cancer du sein, les maladies cardio-vasculaires qui incluent notamment l'hypertension, le diabète et les maladies respiratoires. La liste des médicaments a été établie en consultation avec l'OMS, avec des médecins et les ministères de la santé. Nous avons revu quelles étaient les listes de médicaments essentiels au niveau de l'OMS et des pays, quels étaient les traitements et les protocoles qui sont utilisés les plus fréquemment en vue d'avoir la liste la plus appropriée d'un point de vue médical et d'un point de vue clinique. Nous souhaitons avoir une liste qui inclut des médicaments utilisés depuis très longtemps et aussi des médicaments beaucoup plus innovants



Fayelle Ouane

afin de permettre aux professionnels de la santé de bien prendre en charge ces pathologies, grâce à des médicaments de différentes classes qui puissent permettre une certaine flexibilité. Notre objectif est d'aider les gouvernements à mieux prendre en charge ces pathologies. Cela implique un avantage en coût. C'est pour cela que nous privilégions l'approche portefeuille, parce que nous sommes convaincus qu'avec le portefeuille que nous offrons, qui couvre la plupart de ces maladies, nous pouvons permettre à ces gouvernements de réaliser des économies par rapport à leurs charges budgétaires des médicaments sur ces différentes catégories. Donc, on a essayé de se positionner de manière à nous permettre et à permettre aux gouvernements d'augmenter l'accessibilité aux médicaments de haute qualité pour leurs populations.

LDB : Qu'est-ce qui justifie le choix des pays ciblés ?

FO : Le choix de ces pays est stratégique. C'était important de sé-

lectionner les pays sur la base de plusieurs critères. Le premier était celui de savoir quel est le besoin qui existe en termes de maladies non transmissibles et donc de manque d'accès aux soins et au traitement. On voulait vraiment avoir l'impact le plus important. Ensuite, il fallait choisir des pays dans lesquels les infrastructures de santé soient suffisamment développées pour permettre l'implémentation et la mise en œuvre du programme. C'est sûr qu'il existe de pays où en termes de capacité hospitalière ou en termes du nombre de médecins, nous n'allions pas pouvoir avoir les partenariats ou les ressources nécessaires pour mener à bien ce projet. Nous avons également pris en compte les pays qui figurent sur la liste « Acces to Medicine ». Ce sont des pays dans lesquels nous voulons commencer mais nous n'excluons pas les autres. Mais c'est important pour nous d'avoir une liste de départ mais nous restons ouverts à travailler avec d'autres pays s'ils manifestent la volonté et l'intérêt.

LDB : Dans ces pays, vous visez plus les zones urbaines ou les zones rurales ?

FO : Notre priorité se situe dans les zones rurales et les zones reculées. Le programme Novartis Acces est né de la volonté de la compagnie de toucher les patients que nous n'arrivions pas à toucher par le passé. Nos divisions commerciales sont déjà actives dans la plupart de ces pays et ont déjà une assez bonne couverture des centres urbains. Le travail n'est jamais fini, on peut toujours faire plus et nous sommes ouverts à voir comment mieux servir les centres urbains de ces pays. Mais notre objectif est de

toucher les zones rurales, les zones reculées où il y a un manque de médicaments, où la prise en charge est complètement inadéquate pour avoir un impact à ce niveau-là.

LDB : Quels sont les objectifs chiffrés dans ces pays en termes de distribution de médicaments, renforcement des capacités, etc. ?

FO : Pour l'instant, nous avons des objectifs chiffrés du point de vue global. L'exercice qui nous reste à faire est de savoir comment on décline cet objectif global à un objectif par pays. Avec Novartis Acces, nous sommes actuellement dans une approche d'apprentissage. Nous avons beaucoup de questions, mais nous nous ne possédons pas toutes les réponses. Donc, il s'agit de voir comment, lorsqu'on va dans un pays, commencer par une approche pilote, à savoir vérifier ce qui marche et ce qui ne marche pas. Et selon la base de ce qui marche, on peut s'étendre sur une plus grande partie du pays. Donc, c'est sûr que nous avons des objectifs importants en termes de nombre de patients à toucher, de professionnels de santé à former et de campagnes de dépistage. Nous voulons vraiment avoir un véritable impact dans les communautés que nous allons approcher. Mais, pour l'instant, nous sommes toujours en train de valider le modèle. Ce qui a marché au Kenya est peut-être différent de ce qui va marcher au Sénégal ou au Cameroun. Donc, dans chaque pays, il y a toujours cette ouverture à l'apprentissage et cette approche pilote qui nous permet de consolider nos acquis et de voir ce qui va nous permettre d'avoir l'impact le plus important sur le nombre des patients.

Patrick Ndungidi

DIVISION 1 – ZONE OUEST

DCMP provisoirement dans le fauteuil du leader

On n'y pensait pas au début de la phase des groupes de la 22e édition du championnat national de football dans la zone ouest. Mais c'est arrivé. Le Daring Club Motema Pembe (DCMP) occupe provisoirement la tête du classement avec désormais 28 points, en attendant la rencontre choc du 4 décembre entre l'AS V.Club et le FC Renaissance du Congo.

Les Immaculés de Kinshasa arborent un autre visage en cette manche retour dans la zone ouest, alignant successivement victoire sur victoire. L'artisan, c'est naturellement l'entraîneur Otis Ngoma Kondi. Il a su redonner à cette équipe longtemps laissée à la traîne des autres une âme, une image, une identité depuis qu'il a pris les rênes du staff technique. DCMP aujourd'hui fait peur, c'est l'adversaire à craindre et les supporters du club, déçus ces dernières années par des résultats non probants, retrouvent les sensations de la réussite de leur club.

Pour s'installer, même provisoirement, dans le fauteuil du leader,

DCMP a battu, le 30 novembre, au stade des Martyrs le SC Rojolu par deux buts à zéro, en 13e journée de la zone ouest. Cette victoire a pris du temps pour se dessiner. Après une première période de zéro but partout, l'équipe la plus joueuse actuellement de la capitale est passée à la vitesse supérieure. Otis Ngoma a effectué deux changements judicieux avec les sorties de Jean-Marc Mundele Makusu qui a loupé beaucoup d'occasions de scorer, et Doxa Gikanji, remplacés respectivement par Joël Musingu, alias Tempo, et l'Ivoirien Junior Koné. Les deux joueurs ont apporté de la percussion et de la vitesse. Et à la 76e minute, Ricky Tulengi Sindani a débloqué le match, signant son huitième but dans cette compétition, sur penalty consécutif à une faute de main du défenseur Kombe de Rojolu dans la surface de réparation. Et à la 87e minute sur une frappe somptueuse, c'est Yannick Mbidi Mavuanga, également dans une forme pétillante, qui a donné le coup de grâce, avec le deuxième but du DCMP, au club tuteuré par



Vue du match DCMP contre Rojulu du 30 novembre 2016 (Papy Ngandu)

Roger Lukaku, géniteur des internationaux belges Romelu Lukaku (Everton d'Angleterre) et Jordan Lukaku (Lazio Rome en Italie). Notons que dans un autre match de ce zone de développement ouest, l'AS Ndombe a enregistré son deuxième point au terme du match nul de zéro but partout, concédé à domicile au stade du 6 Mai de Kikwit, face à l'AS Vetu Club de Matadi. Son premier point, ce

club lanterne rouge de la zone de développement ouest l'avait glané en tenant en échec le FC Renaissance du Congo à Kinshasa (0-0). Au classement, DCMP est donc premier avec 28 points, devant V.Club (27 points et Renaissance du Congo (26 points), ces deux dernières équipes ayant un match en retard.

Dans la zone de développement centre sud, le FC Simba a été ac-

croché, à domicile au stade Manika de Kolwezi dans la province de Lualaba, par AC Dibumba de Tshikapi du Kasai par zéro but partout. Le TP Mazembe de Lubumbashi trône en tête de cette zone avec 27 points, devant Sanga Balende (24 points). Et dans la zone Est, Dauphin Noir de Goma (province du Nord-Kivu) est premier avec 24 points.

Martin Engimo

HUMEUR

Quand certaines écoles privées obligent des parents à payer des frais des dossiers aux examens d'État !

Commençons déjà sans complaisance aucune à condamner de telles attitudes qui relèveraient ni moins ni plus du rançonnement social. Et c'est là l'une des manifestations des antivaleurs au niveau de ce cadre de socialisation qui est l'école privée. Ces actes, disons-le, ne se marient pas avec la nouvelle République. Et pourtant, l'opinion nationale est bien informée que des frais d'accompagnement des dossiers pour la campagne aux examens d'État ont été supprimés. Ce qui revient à dire que les dossiers devraient, en réalité, être fournis gratuitement. Mais hélas ! Ces dossiers dans bon nombre d'écoles privées sont associés avec de l'argent. Que les ministères chargés de ces questions éducatives renforcent encore de la vigilance sur cette question, puisque certains parents commencent déjà à se plaindre et qualifieraient cette façon de faire d'une pure escroquerie.

Et lorsqu'on essaie d'interroger certaines sources proches des administrations des dites écoles, elles pensent qu'il est normal que cela soit ainsi, puisque lorsque leurs élèves se présentent à certaines évaluations préparatoires aux examens d'État, il leur est exigé de verser une certaine somme d'argent. « *Oui, ces écoles ont raison de demander ces frais, car lors des évaluations préparatoires aux examens d'État, on demande à ces écoles de payer certains droits. Alors où vont-elles trouver de l'argent si elles ne demandent pas aux parents de payer certains frais dits d'accompagnement des dossiers aux examens d'État* », a affirmé cette source.

Au début, les choses se passaient quelque peu en catimini mais, aujourd'hui, cela se passe au vu et au vu de tous, car certaines écoles répondent avec méchanceté aux parents qui voudraient savoir un peu plus sur la question en s'adressant à ces écoles : « *C'est à prendre ou à laisser puisqu'on nous demande de payer des frais, donc nous sommes aussi obligés de dire aux parents de verser une certaine somme* ». Encore que ce qui est bizarre, c'est que ces frais varient d'un établissement scolaire à un autre et même parfois d'un élève à un autre selon que le parent peut avoir ou pas des accointances avec l'une des personnalités influentes de l'école. Ces frais vont de 25.000 F CFA à 50.000 F CFA. Vous Congolais, pourquoi voulez-vous à la fois d'une chose et son contraire ? Et la principale question que l'on se pose est la suivante : « *Pourquoi alors ces écoles qui persistent dans ces antivaleurs continuent de penser qu'elles font du social, alors que tout le monde sait qu'elles font du mercantilisme ?* » « *Pourquoi les ministères chargés des questions éducatives n'opéreraient-elles pas des contrôles lors des fournitures de ces dossiers auprès de ces écoles ?* »

Et pourtant de la même façon que les choses se sont vite alignées lorsqu'il s'est agi de l'uniforme de la tenue scolaire au privé et au public, il devrait aussi être autant sur la question des dossiers des candidats aux examens d'État. Car ce qui est vrai, cette mesure de la gratuité des dossiers aux examens d'État a été bien accueillie par des parents d'élèves, mais au niveau des écoles privées, disons-le clairement, cette mesure a été diversement accueillie, il y a des écoles qui l'on boudé publiquement car pour ces écoles, ces frais étaient devenus un fonds de commerce. Encore que la plainte des parents commence depuis la légalisation des extraits d'acte de naissance pour des enfants qui sont en classe de CM2 et pour la copie d'acte de naissance pour des enfants qui sont en classe de terminale. Des services des mairies continuent à demander une somme de 200 F CFA pour légaliser soit un extrait ou soit une copie. Parents d'élèves, la campagne pour des examens d'État vient de commencer, fustigeons tous le comportement des écoles qui vous obligent à payer les frais d'accompagnement des

Faustin Akono

SOUVENIR

L'association Catley rend hommage à Tabu Ley Rochereau

Le Club des amis de Tabu Ley (Catley) a organisé une cérémonie de recueillement, le 30 novembre, à l'occasion de la commémoration des trois ans de la disparition de l'icône de la rumba congolaise et un des plus grands artistes africains, Tabu Ley Rochereau. L'activité s'est déroulée au siège de ce club situé au quartier Siafoumou dans l'arrondissement 5 Mongo Mpoukou.

Né le 13 novembre 1940 en République démocratique du Congo (RDC), c'est le 30 novembre 2013 que le chanteur, auteur-compositeur et arrangeur, Pascal Emmanuel Sinamoy, alias Tabuley Rochereau, s'est éteint à Bruxelles en Belgique après avoir mené une des carrières musicales internationales les plus nobles et les plus grandes. « *Nous sommes là pour commémorer ce triste évènement. Que les fanatiques, mélomanes et sympathisants de l'artiste aient une pensée pieuse pour lui* », a indiqué Adley Tati, chargé de la communication du Catley, dès le début de la cérémonie.

Dans le portrait de l'artiste, présenté par Joseph Loemba Makosso, président du Catley, on a pu retenir qu'outre ses talents exceptionnels de chanteur auteur-compositeur et arrangeur, Tabu Ley Rochereau a aussi été un grand formateur (Papa Wemba, M'bilia Bel et Sam Mangwana figurent parmi ses élèves) et un sentimentaliste qui a su faire rêver les femmes à qui il accordait une grande place dans ses chansons et dans sa vie.

Créateur de la grande formation musicale African Fiesta Flash en 1965, premier artiste africain à se produire dans la salle mythique Olympia de Paris (France) avec ses danseuses baptisées Les rochettes en 1970, Tabu Ley a eu le mérite d'avoir apporté des innovations dans la Rumba congolaise avec, par exemple, l'introduction de la batterie (genre pop ou rhythm'n'blues) qui lui donna un air de modernité. Ses innovations et sa danse Soum djoum lancée depuis Dakar (Sénégal) inspira de nombreux chanteurs et conduisit à la création de plusieurs groupes. Ses premières compositions remontent à 1950 avant le début de sa carrière musicale en 1956 dans l'orchestre African jazz avec le grand Joseph Kabasélé,



Joseph Loemba Makosso pendant la cérémonie d'hommage à Tabu Ley

alias «Grand Kallé».

Une projection des clips de l'artiste (chansons intitulées Karibu, Adios Théthé et Ekeséni) réalisés à Brazzaville par le général Norbert Dabira et des extraits du concert Koffi Olomidé chante Tabuley (avant la mort de l'artiste) et l'hommage à Tabu Ley par Koffi Olomidé (après sa mort) a eu lieu pendant la cérémonie de recueillement. Présent à l'activité Alphonse Nkala, directeur départemental du Livre et de la Lecture publique, a estimé que Tabu Ley est un artiste talentueux qui a su hisser haut les couleurs de la musique africaine dont les jeunes chanteurs devraient s'inspirer. Pour lui, cette cérémonie est une occasion de montrer la grandeur de Tabu Ley et de son art : « *Il sublimait et élevait l'âme à travers sa musique qui était sa vie. Il servait son art avec beaucoup d'amour et de passion et c'est ce qu'il a transmis à ses élèves comme Papa Wemba. Il a su montrer aux gens que le musicien n'est pas un voyou* », a-t-il dit confiant son admiration et son respect pour l'artiste qu'il a côtoyé.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

DROITS HUMAINS

Le Reiper célèbre la journée de la convention internationale des droits de l'enfant

Le Réseau des intervenants sur le phénomène des enfants en rupture (Reiper) Pointe-Noire a organisé, le 30 novembre à l'occasion de cette journée, une rencontre d'échanges des enfants en rupture familiale avec les responsables des administrations publiques de la place. Les échanges ont porté sur la protection des droits de l'enfant, les dispositions et mécanismes mis en place par l'État congolais pour prévenir et lutter contre le phénomène des enfants de la rue et favoriser leur réinsertion sociale.

Plate-forme nationale regroupant des associations œuvrant pour les droits de l'enfant, le Reiper dont la coordination est assurée par le Samu social Congo regroupe 22 associations du pays. La rencontre a réuni les autorités de la ville avec

les enfants en situation de rue reçus dans les centres d'accueil des sept associations membres du Reiper Pointe-Noire. Il s'agit de Samu social Pointe-Noire, Cam (Centre d'accueil des mineurs) de Mvou-Mvou, ASI, CADB (Compagnons artisans de Don Bosco, SIMCS, AEE (Association espace enfant).

Au cours de la rencontre, les autorités ont suivi avec attention les témoignages des enfants, issus pour la plupart des parents divorcés, qui ont tour à tour relaté leur histoire et donné les raisons qui les ont conduits dans la rue. Parmi celles-ci figurent notamment la maltraitance (souvent par la belle mère, le beau père ou les tuteurs), la traite des enfants, le manque d'attention des parents, la peur d'être puni après avoir gaffé, les grossesses non désirées, manque de scolarisation. Au terme de leur témoignage, les enfants des centres d'accueil ont voulu savoir ce que l'État peut faire des autres

enfants non scolarisés, maltraités et ceux qui sont exposés aux dangers de la rue et s'il y a des dispositions prises et des mécanismes mis en place dans le pays pour protéger les droits des enfants, pour prévenir et lutter contre le phénomène des enfants de la rue et favoriser leur réinsertion sociale.

Pendant les échanges, les enfants ont été informés qu'outre les conventions internationales que le Congo a ratifié, au niveau national, il existe des instruments de protection des droits de l'enfant, notamment le Code de la famille et la loi n°4-2010 du 14 juin 2010 portant protection de l'enfant en République du Congo. Et les personnes qui vont à l'encontre de ceux-ci sont exposés à des poursuites. En ce qui concerne la scolarisation, la formation et l'insertion professionnelle des enfants issus des familles démunies, l'État a mis en place des projets tels que le projet Lisungui, le projet insertion

des enfants déscolarisés, les projets cantine scolaire comme l'IPHD et bien d'autres. Dans le cadre de la protection des droits des enfants et la prise en charge des enfants en rupture familiale, l'État travaille avec des partenaires.

Mais, pour Jérôme Magnoukou, directeur départemental des droits humains et des libertés fondamentales, la responsabilité de l'éducation et la protection de l'enfant revient d'abord à la cellule familiale. « *La responsabilité revient d'abord aux parents qui doivent contribuer au développement du pays en donnant une bonne éducation aux enfants. Les parents devraient aussi aider l'État en assurant et en respectant leurs droits* », a-t-il signifié. Et d'après Jean Didier Claude Bouity, procureur de la République près le tribunal d'enfant, très souvent, les enfants se retrouvent dans la rue par manque d'information. « *Ils ne savent pas à qui s'adresser lorsqu'ils*

sont victimes de la traite des enfants ou de maltraitance», a-t-il dit, précisant que, dans ce cas, il faut saisir les services judiciaires, le procureur de la République ou les chefs de quartiers.

Pour contribuer au rétablissement des enfants dans leurs droits, certaines autorités ont pris l'engagement d'aider à l'obtention des actes de naissance, de poursuivre les pratiquants de la traite des enfants dans le pays et de prendre en compte les jeunes (majeures) dans certains projets de formation en vue de leur insertion professionnelle. Dans son mot, John Tama Pogba, représentant du Reiper Pointe-Noire, a émis le souhait que ce qui a été dit et retenu au cours de la rencontre ne reste pas lettre morte et qu'il faudrait que tous s'inscrivent dans une dynamique d'aller loin dans la démarche et l'accompagnement des enfants et des jeunes en situation de rupture.

L.P.C.N.Z.

DISPARITION

La dépouille de Bienvenu Sidobé Mépépé accueillie à l'aéroport international de Maya-Maya

Mort le 28 novembre dernier en France, la dépouille a été accueillie à son arrivée à l'aéroport international de Maya-Maya par le ministre de la Culture et des arts, Léonidas Carel Mottom Mamoni, ainsi que le monde artistique.

Grièvement blessé, le 19 novembre dernier, Bienvenu Sidobé Mépépé alias Cœur-à-cœur, directeur de la Coopération et de la communication au ministère de la Culture et des arts, également artiste-comédien congolais, a trouvé la mort le lundi 28 novembre à Paris en France, où il a été évacué quelques jours après.

En compagnie du ministre de la Culture et des arts, Léonidas Carel Mottom Mamoni, l'artiste-comédien se rendait à Ouesso dans le département de la Sangha, lorsque subitement le véhicule a fait un accident mortel sur la route nationale n°2, aux environs de Gamboma dans le département des Plateaux.

Le ministre Mottom Mamoni et ses collaborateurs ont été évacués en France pour des soins appropriés. C'est quelques jours après son arrivée en France que Bienvenu Sidobé Mépépé a succombé de ses blessures.

Sa dépouille mortelle est arrivée à Brazzaville, le vendredi 02 décembre

2016 dans la soirée par le vol régulier d'Air France et a été immédiatement conduite à la morgue municipale de Brazzaville. La date de son inhumation n'est pas encore connue. Soulignons qu'un climat de tension a été observé lors de l'arrivée de cette dépouille à l'aéroport international de Maya-Maya. L'intervention des services de sécurité, a pu heureusement décanter la situation.

Sidobé Cœur-à-cœur, un artiste populaire

Professeur de philosophie au lycée et artiste-comédien populaire, Bienvenu Sidobé Cœur-à-cœur, était très apprécié par le public qui venait nombreux à ses spectacles pour écouter ses humeurs poétiques dont le plus connu est «hélicoptère».

« Quand l'hélicoptère, bombarde la terre, que l'on soit militaire, universitaire, vacataire, volontaire, secrétaire, propriétaire, locataire, célibataire ; on se retrouve sous terre, comme un verre de terre, abandonnant son plat de pomme de terre, et son projet d'aller en Angleterre, voilà pourquoi à un certain moment il faut se taire », disait-il.

Bruno Okokana

CHAMPIONNAT NATIONAL D'ÉLITE DIRECT LIGUE 1

L'exercice 2016-2017 débute vers le 15 janvier

Au cours de la réunion avec les secrétaires généraux des clubs, la Fédération congolaise de football a fixé le démarrage du championnat national Ligue 1, exercice 2016-2017 à la deuxième quinzaine du mois de janvier.

« Nous avons voulu rencontrer les secrétaires généraux des 16 clubs plus deux équipes susceptibles de monter en Ligue 1 pour voir avec eux la possibilité de démarrer le championnat 2016-2017. Nous avons retenu la deuxième quinzaine du mois de janvier », a commenté le premier vice-président de la Fédération congolaise de football.

Jean Guy Blaise Mayolas a rassuré que la fédération mettra en musique, tout ce qui a été retenu, notamment avec l'organisation des séminaires des secrétaires généraux, des chargés des médias et de sécurité ainsi que celui des staffs techniques des différentes équipes engagées à ce championnat. La Fécofoot a également fait obligation à toutes les équipes d'organiser leurs assemblées générales avant le démarrage du championnat.

Toujours dans la recherche de l'efficacité, la Fécofoot a partagé avec les représentants des clubs sa vision d'organiser un tournoi de mise en jambe en vue d'aider les quatre clubs qualifiés en compétitions africaines (AC Léopards de Dolisie et Diabes noirs en Ligue des champions puis l'Étoile du Congo et Cara en coupe



La Fécofoot échangeant avec les représentants des clubs/Adiac

CAF) à mieux se préparer.

« Je crois qu'au sortir de cette réunion, ils vont repartir pour leur base en vue d'expliquer à leur président la nécessité de reprendre les compétitions au plus tard la deuxième quinzaine du mois de janvier », a-t-il souhaité. Evoquant le problème de la licence, le premier vice-président est convaincu que seuls les deux promus connaîtront la difficulté dans la qualification des joueurs contrairement aux habitués de la Ligue 1 dont les données sont stockées dans la machine. « Le problème avec nos clubs c'est le démarrage. Les gens ont l'habitude de prendre les joueurs d'autrui sans même négocier. Cette année, nous avons quand même une base de données qui est importante. Si ce sont des joueurs d'autrui, ils ne pourront pas obtenir de licence. Si ce sont les mêmes qui continuent, c'est plus facile d'imprimer la licence. »

Sur la participation des clubs congolais en compétitions africaines, Jean Guy Blaise Mayolas s'est montré rassurant. Les échanges avec la Confédération africaine de football se déroulent plutôt bien. La CAF, a-t-il rappelé, a accusé réception des licences et a pris acte de leur engagement.

« Nous sommes ravis parce qu'à ce jour, la CAF a accusé réception des licences et pour nous ça montre déjà qu'on a marqué un pas. Nous venons d'engager les équipes, la Caf a pris acte de l'engagement de nos clubs. Nous attendons la deuxième phase, la vérification après la mission d'inspection. Si nous ne sommes pas tirés au sort tant mieux. Mais si nous sommes tirés au sort, en ce moment nous passerons par l'inspection. On va se croiser les doigts pour que tout se passe bien pour nos 4 équipes », a-t-il conclu.

James Golden Eloué

RÉFLEXION

Le grand retour de la Russie

Il est vrai que ce retour sur la scène mondiale débuté il y a plus d'une décennie, qu'il a été programmé avec soin par Vladimir Poutine, qu'il a déjà produit des effets majeurs sur tous les plans. Mais il l'est tout autant que cette nouvelle histoire nous réservera sans doute bien des surprises dans le proche avenir. Et c'est pourquoi il convient aujourd'hui de s'interroger sur ce que la Russie entend faire maintenant pour conforter sa position au plan international.

Remarquons, avant d'aller plus loin, que Moscou ne se préoccupe pour l'instant, apparemment du moins, que de son entourage immédiat. Avec trois objectifs prioritaires:

1) Reconstruire entre la Russie et l'Europe occidentale une sorte de barrière stratégique qui la protégera des dérives réelles ou supposées d'une Alliance Atlantique plus que jamais dominée par les Etats-Unis. D'où la ré-annexion de la Crimée et de la région du Donbass en Ukraine, d'où la menace réelle ou supposée que Moscou fait planer sur les pays baltes, d'où la méfiance croissante que la Russie manifeste à l'égard d'une Allemagne qui a pris de facto le contrôle de l'Union européenne.

2) Stabiliser sa frontière européenne méridionale en aidant la Syrie, mais aussi et même si cela se voit moins, les pays comme l'Iran, l'Irak

ou la Turquie à se protéger contre la menace islamiste qui pourrait un jour prochain, si les dirigeants russes n'y prennent garde, gagner leurs territoires du Sud. Une tâche à laquelle les dirigeants russes accordent d'autant plus d'importance qu'ils considèrent, à juste titre d'ailleurs, que les puissances occidentales sont largement responsables de la percée de l'islamisme radical.

3) S'entendre avec la Chine, comme c'était le cas à l'époque de la Guerre dite «froide», pour faire en sorte que l'immense territoire qui s'étend de l'Oural à l'Extrême-Orient et où se trouve l'essentiel des ressources naturelles russes ne soit pas gangrené à son tour par l'extrémisme religieux, le désordre politique, l'anarchie institutionnelle. Ceci, bien évidemment, sans remettre en question les équilibres stratégiques établis entre les deux grandes puissances dans cette partie du monde

Au-delà de ces priorités et même si cela ne se voit pas encore, la Russie tourne lentement mais sûrement ses regards vers le Sud, le grand Sud, tout particulièrement vers l'Afrique. Alors qu'elle n'avait pas su manœuvrer au lendemain de l'accession des nations africaines à l'indépendance pour asseoir son influence dans cette partie du monde, elle prend aujourd'hui la me-

sure de l'enjeu que constitue pour les grandes puissances l'émergence d'un continent où vivra demain le quart de l'humanité et qui, de ce fait, sera incontournable sur tous les plans, dans tous les domaines. Au-delà donc des trois priorités qui inspirent aujourd'hui sa politique extérieure, il est manifeste qu'elle s'interroge sur la voie à suivre pour devenir, ou redevenir, le partenaire fiable qu'elle fut pour de nombreux pays africains dans un passé qui n'est pas si lointain.

Dans un pareil contexte, il ne serait guère surprenant qu'un jour prochain l'on voit les plus hautes autorités russes prendre la tête du groupe de nations qui plaide pour une réforme en profondeur de la gouvernance mondiale. Cette gouvernance mondiale qu'incarne depuis près de soixante-dix ans une Organisation des Nations unies directement issue des rapports de force instaurés à l'issue de la deuxième guerre mondiale et qui se montre incapable, aujourd'hui, de traduire dans ses structures la percée spectaculaire du Tiers monde, autrement dit des pays émergents.

Vladimir Poutine étant tout sauf un rêveur, l'on peut être certain qu'il s'interroge aujourd'hui sur l'opportunité de lancer un appel à la raison qui rendrait à la Russie sa puissance d'antan.

Jean-Paul Pigasse